

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>

Bonjour.

Quelques mots !

J'en apprends de "belles" (si j'ose dire) sur Gaza et le massacre qui s'y déroule... Il y a bien une volonté génocidaire à peine masquée d'une partie au moins des officiels israéliens qui est en train d'être contrecarrée... Il serait temps : il n'en faudrait pas beaucoup plus pour que cet infortuné territoire de Gaza devienne un nouveau Rwanda (de 1994) ! Beaucoup de gens à travers le dit "Occident" devraient réaliser ce qui se passe vraiment là-bas et sortir enfin de l'expectative ou pire du déni, à commencer par du personnel politique...

Je conseille de lire avec attention ma petite revue de presse - alternative- qui suit l'édito.

Bonne lecture !

@+

JJPR

Incidentement, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications littéraires 2023 par :

jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html

Sommaire :

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :
jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html

et pour toutes les années (de 2004 à 2024) par :

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

(Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !)

- **LIBRE DE PENSER, MEILLEUR EST L'ÊTRE HUMAIN**

par Jean-Jacques REY

- **ÉCHO D'HAÏTI**

par Witensky LAUVINCE

- **DÉSORDRES CROISSANTS DANS UN MONDE EN SURCHAUFFE**

par Yves GUILLERAULT

- **LE GRAND ÉCHIQUIER : L'Amérique et le reste du monde**

par MS21

- **TAXONS LES RICHES**

par Bizi

LIBRE DE PENSER, MEILLEUR EST L'ÊTRE HUMAIN

Il y en marre des gens qui veulent nous criminaliser pour nos idées... La politique d'Israël (de son gouvernement actuel en particulier) est abjecte, point à la ligne ! Qui plus est, elle menace d'une conflagration destructive.

Il n'y a pas de solution à ce conflit séculaire au Proche-Orient, sans **reconnaissance des droits palestiniens, légitimes**, tout comme la **reconnaissance du droit à l'existence de l'état d'Israël** (reconnu et parrainé par l'ONU) ; ceci étant fait et déclaré par toutes les parties belligérantes ou en opposition, concernées, de près ou de loin.

Donc l'occupation illégale des territoires palestiniens, l'extension des colonies israéliennes à l'intérieur de ceux-ci, et plus généralement le régime d'apartheid qui s'y développe (etc.) sont de lourdes erreurs, persistantes, qui oblitèrent l'avenir dans la région ; et ; quand elles s'accompagnent de crimes de guerre (pour le moins), elles sont impardonnables et doivent être stoppées.

Ainsi il n'y a pas à mélanger les genres : l'antisémitisme n'a rien à voir là-dedans, dans ce conflit que je dirai de civilisation, et l'instrumentaliser est tout simplement immoral.

On ne fera pas taire l'indignation générale devant un tel massacre comme celui qui est en cours à **Gaza**, par des mesures répressives, issues de petites vues et sans discernement.

Pour un esprit non partisan, le débauchage de l'Occident au sujet du conflit récurrent en Palestine est incompréhensible et honteux ; et ; si on veut éviter des troubles à l'intérieur des sociétés en question, c'est pourtant la meilleure façon d'y arriver...

Israël ne peut pas faire la guerre à tout le monde et impunément : quelques millions de personnes contre des milliards d'autres ?! Dans leur fuite en avant, il y a des forcenés qui rêvent, avec ou sans moyens nucléaires...

La mauvaise conscience héritée de l'antisémitisme d'antan, en Europe particulièrement, ce n'est pas la meilleure idée que de l'absoudre en afféteries hypocrites. Bientôt en continuant sur cette voie de repentance nauséabonde, on va passer sous silence des dizaines de milliers de morts d'innocent-e-s à Gaza et Cisjordanie, sans parler des drames antérieurs...

De manière plus générale, avec ce nouveau vocable de « **conspirationniste** », il s'agit de stigmatiser ceux qui doutent des thèses officielles et des gouvernances « autorisées », quels que soient leurs arguments d'ailleurs (l'épisode du covid en a été une illustre illustration). En fait, cela ressemble à une attaque contre la liberté de conscience et d'opinion ou du moins de contrarier la liberté d'expression : il serait alors interdit d'exprimer ses idées en dehors des convenances normatives et des sentiers balisés de la conformité en somme... Non, plaît-il ?!

Remarquez que les médias dits « mainstream » sont en pointe dans ce combat, courant même au-devant des souhaits des gouvernements et de leurs patrons... Plus que de défendre leur niche ou leur revenu, c'est davantage pour eux question de défendre leur rôle (et la justification de leur existence). En fait cela traduit une certaine condescendance et parfois du mépris envers leur public.

Incidemment, pour le côté cocasse, attardons-nous sur une de leur hantise, à ce personnel de communication : un développement qui pèserait sur leur « médiation ». Il se dit que le Numérique aurait « *une empreinte écologique aussi grande que celle de l'aviation* »... Ha ! Ha ! Que vont nous sortir alors comme argumentaire « pour la planète », ceux qui veulent faire des économies de bout de chandelle ou reporter des frais de gestion sur le client et consommateur, comme les incitations à choisir la facture électronique ou abandonner le ticket de caisse (quitte à se faire duper ou être dépendant des sources d'énergie) ? ... Sans plus prolonger le questionnement, on appelle ce genre de spécimen : des bonimenteurs ou

des escrocs.

Passons maintenant à un des grands sujets du moment (et oublions ceux dont on nous rebat les oreilles en permanence) : il s'agit des **prochaines élections pour le parlement européen**.

Pour fortifier l'Europe, au moins dans les cœurs et les esprits de ses peuples, il faut (à mon humble avis) harmoniser les politiques fiscales et sociales, sans tarder, dans ses différentes parties et nations. Ensuite il serait temps d'avoir une défense commune, autonome, et une coordination plus marquée des politiques étrangères. Pour avancer résolument en ce sens, il serait alors bien avisé d'**abandonner le carcan des politiques néolibérales** ; celles-là plutôt enclines à faire régresser l'idéal européen d'une civilisation-phare, épanouie et avancée, qui servirait de modèle aux autres composants de ce monde.

Au lieu de cela, **nous dans Elle**, nous subissons un rejet, autant interne qu'extérieur, et la technocratie qui parasite les institutions européennes, y détient une grande part de responsabilité. Ainsi il est vain de faire germer de grandes idées pour ne nourrir que des élites égocentriques qui s'affranchissent allègrement des réalités et des contingences, tout en étant corruptibles et friables (à souhait) ! ...

Je conclurai par un petit tour sur notre « cirque » national, du moment en France. Hé bien ! Cela se confirme au jour le jour, ce gouvernement **LREM** méprise les classes populaires clairement. Outre qu'il les a matraquées, avec fougue, dirai-je, il s'adonne à une forme d'élitisme qui est de sous-estimer l'intelligence commune. Pire, il est obsédé par le pouvoir d'achat en général, celui des classes moyennes en particulier, et cela **pour promouvoir une société de consommation qui est devenue un danger universel pour la Civilisation et notre environnement**.

Ce gouvernement n'appartient pas à l'Avenir, mais au Passé, avec des vues rétrogrades sous un vernis sociétal. Les personnalités qui le composent sont d'obédience néolibérale ou sociale-démocrate « retournée » : comme des peaux de lapin séchant au soleil du Pouvoir... Donc nulle modernité ou progressisme, réel, à attendre de leur part, mais un combat d'arrière-garde au service des oligarchies et plus spécialement de la Finance tentaculaire. Avec une telle politique, les oppositions de tout bord trouveront leur vivier et garde-manger...

Françaises, Français, mettre une déculottée électorale, magistrale, à la clique néolibérale, c'est un minimum syndical : donc allez, encore un effort et bon courage !

:o)

Jean-Jacques REY

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

- En six articles -
Effroyables méthodes et buts de guerre en Palestine
- En trois articles -
Les Profiteurs du covid

Gaza / Israël : à propos des nouvelles mesures conservatoires urgentes ordonnées par la Cour internationale de justice (CIJ) à l'encontre d'Israël

04.04.24 - Costa Rica - par Nicolas Boeglin

pressenza.com/fr/2024/04/gaza-israel-a-propos-des-nouvelles-mesures-conservatoires-urgentes-ordonnees-par-la-cour-internationale-de-justice-cij-a-lencontre-disrael/

[**Nicolas Boeglin** : Professeur de Droit International Public, Faculté de Droit, Universidad de Costa Rica (UCR)]

Voir aussi pour précisions très, très, importantes :

Francesca Albanese : « Aucun État n'est au-dessus des lois »

Dans un entretien à *Mediapart*, la rapporteuse de l'ONU pour les Territoires palestiniens occupés revient sur son rapport accusant Israël d'actes de génocide ainsi que sur les nombreuses critiques qui lui sont adressées par certains États, dont la France.

aurdip.org/francesca-albanese-aucun-etat-nest-au-dessus-des-lois/

*[Publié par **Rachida El Azzouzi**, journaliste sur Mediapart depuis novembre 2011.]

*[**Francesca P. Albanese**, née en 1977, est une juriste et chercheuse italienne, spécialisée en droit international. **Rapporteur spécial des**

Nations unies sur les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Le 1er mai 2022, elle a été nommée rapporteur spécial des Nations unies sur les territoires palestiniens, pour un mandat de trois ans.

Francesca Albanese a travaillé pendant une décennie en tant qu'**experte en droits de l'homme pour l'Organisation des Nations unies (ONU)**, notamment le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Au cours de cette période, elle a conseillé l'ONU, les gouvernements et la société civile au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans la région Asie-Pacifique sur les droits de l'homme, leur application et les normes, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les réfugiés et les migrants. Elle donne des cours sur le droit international et les déplacements forcés dans des universités européennes et arabes, ainsi que des conférences et des événements publics sur le conflit israélo-palestinien.]

Le **28 mars 2024**, en réponse à une nouvelle demande urgente (la troisième) en indication de mesures conservatoires urgentes supplémentaires contre Israël, soumise par l'**Afrique du Sud** le 6 mars 2024, la Cour Internationale de Justice (CIJ) a donné raison en grande partie à l'Afrique du Sud.

Il s'agit d'une nouvelle décision, dans laquelle les juges détaillent les nouvelles mesures que doit prendre Israël à Gaza, en plus de celles incluses dans la première ordonnance de la CIJ, adoptée le 26 janvier 2024.

Pour ceux qui, à un moment donné, ont pu douter de la portée de la requête de l'Afrique du Sud contre Israël, une comparaison entre cette deuxième ordonnance de la CIJ du 28 mars avec la première rendue le 26 janvier 2024 (Note 2) confirme que la plainte de l'Afrique du Sud est plus que fondée d'un point de vue juridique; et qu'**Israël se dirige tout seul vers une condamnation sévère de la CIJ pour avoir ignoré ses deux décisions**.

Il est également frappant de constater que l'équipe juridique sud-africaine a fait preuve d'une capacité d'anticipation avant bien d'autres, en détectant très tôt dans le discours officiel d'Israël et dans diverses déclarations, des éléments d'intention génocidaire à Gaza de la part du haut commandement militaire israélien.

Le fait que la seule juge titulaire de la CIJ ayant voté contre l'ordonnance de la CIJ du 26 janvier (accompagnant son vote négatif d'une longue opinion dissidente) ait cette fois-ci voté en faveur du dispositif donne une idée du changement substantiel observé à La Haye (ainsi que dans de nombreuses autres latitudes).

D'un point de vue strictement juridique, il convient de noter que cette deuxième ordonnance de la CIJ constitue une décision préliminaire, de

nature urgente, et qu'elle est distincte du jugement ou de l'arrêt sur le fond, qui ne sera rendu que dans quelques années par le juge international de La Haye.

L'action militaire insensée d'Israël contre la population civile de Gaza

Il est à signaler que, quelques jours avant le 28 mars 2024, un nouveau rapport de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits du peuple palestinien a été publié (voir le rapport A/HRC7/55/73, dont la lecture est recommandée dans son intégralité). .../...

Toujours en relation avec le contenu de ce rapport, il faut indiquer qu'un communiqué de presse (voir texte) a été publié par le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme lors de sa présentation : pour des raisons qui nous échappent, il a été **très peu diffusé et référencé dans les principaux médias internationaux**.

Dans un entretien publié en France avec la même Rapporteuse spéciale des Nations Unies (voir l'entretien reproduit dans son intégralité par l'ONG française AURDIP), il est indiqué que :

Rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés, **Francesca Albanese** a présenté mardi 26 mars à Genève (Suisse), devant le **Conseil des droits de l'homme**, l'**organe des Nations unies** qui la mandate, **un rapport accusant Israël de commettre à Gaza trois actes de génocide envers le « groupe » que forment les Palestinien-nes : « meurtre de membres du groupe », « atteintes graves à l'intégrité physique et mentale de membres du groupe », « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle »**.

Dans un entretien à *Mediapart*, l'avocate italienne revient sur ses conclusions, rejetées par la représentation israélienne auprès des Nations unies, qui dénonce « *une campagne visant à saper l'établissement même de l'État juif* ». Elle répond également aux multiples critiques qui lui sont faites par certains États, dont la France.

Mediapart : Quels sont les éléments factuels qui vous permettent de conclure dans votre rapport que « le seuil indiquant qu'Israël a commis un génocide est atteint » à Gaza ?

Francesca Albanese : Pour qu'il y ait **génocide**, il faut démontrer que les auteurs des actes en question ont eu l'**intention de détruire physiquement un groupe national, ethnique, racial ou religieux**. Mon rapport démontre qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'Israël a commis un génocide.

L'intention peut être directe, par des déclarations, des documents officiels de personnes détenant l'autorité de commandement, ou elle peut être déduite par la nature, l'ampleur des crimes, la façon de les conduire... **Plus de 31 000 personnes, dont 70 % de femmes et d'enfants, ont été tuées. Ce qui ne veut pas dire que les 30 % d'hommes tués seraient tous des cibles légitimes.**

À Gaza, les civils sont pris pour cibles à un niveau sans précédent. À la destruction des vies s'ajoute la destruction de tout : les écoles, les quartiers, les mosquées, les églises, les universités, les hôpitaux qui sont essentiels pour permettre à la vie de continuer, surtout dans une situation aussi catastrophique.

Nous ignorons combien de personnes vont mourir des suites de leurs blessures, mais nous savons qu'un très grand nombre d'entre elles ont dû être amputées. L'État d'Israël organise également la famine.

En refusant de fournir l'aide humanitaire qu'il est obligé de fournir, en tant que puissance occupante, en bombardant, en détruisant tout ce qui permet de survivre – les infrastructures, les terres arables –, en ciblant les convois humanitaires, il sait pertinemment qu'il va causer la mort de personnes, en particulier d'enfants.

Israël a dissimulé sa logique et sa violence génocidaires derrière des arguments du droit international humanitaire : en affirmant qu'il ne visait que des objectifs militaires, qui en fait étaient des civils, en caractérisant la population entière comme des boucliers humains ou des dommages collatéraux, en ciblant les hôpitaux ou les évacuations. **Il a envoyé mourir les gens en ordonnant des évacuations massives pour ensuite transformer les zones de sécurité où la population se réfugie en zones de mort.**

Votre analyse est critiquée par plusieurs chancelleries, notamment en France, où le ministre des affaires étrangères, Stéphane Séjourné, affirme qu'« *accuser l'État juif de génocide, c'est franchir un seuil moral* ». Que leur répondez-vous ?

Le génocide est défini par le droit international. Il n'est pas défini par des opinions personnelles ou par des expériences historiques douloureuses. Aucun État n'est au-dessus des lois. Que signifie dire : comment peut-elle accuser l'État d'Israël ? Pourquoi ne le pourrais-je pas ? J'entends les déclarations, les arguments du gouvernement français, et je suis profondément en désaccord avec sa lecture du 7 octobre 2023. Concluons que nous sommes d'accord pour ne pas être d'accord.

Le terme de « génocide » est au cœur de vives polémiques car c'est aussi une arme politique...

Pas pour moi ! L'apartheid est un crime. Le génocide aussi. J'utilise ces

termes de la manière la plus stricte possible. Je sais qu'**en Europe**, des personnes s'en indignent parce que dans leur esprit, le seul génocide qu'elles puissent concevoir, auquel elles puissent s'identifier, c'est le génocide du peuple juif, la **Shoah**, même si nous avons eu d'autres génocides.

Ma génération a vu au moins trois génocides reconnus comme tels : **au Rwanda, en ex-Yougoslavie et en Birmanie**. Nous sommes aussi concernés par ceux-là. **L'Occident refuse de comprendre que le colonialisme de peuplement a nourri des pratiques et une idéologie génocidaires.** Raphaël Lemkin, à qui l'on doit le concept de génocide, l'analysait, lui-même, il y a des décennies.

Je suis troublée par cette hypothèse dogmatique selon laquelle un État ne pourrait pas commettre certains crimes en raison de son histoire. Je rappelle aussi que la création de l'État d'Israël a été le résultat d'une catastrophe, d'une horreur qui s'est abattue sur le peuple juif, mais qu'elle a également provoqué une autre catastrophe, une autre tragédie. Les deux ne sont pas comparables. Pourtant, les Palestiniens, en tant que peuple, ont été dépossédés par la création de l'État d'Israël. Et c'est aussi une amnésie coloniale.

Tant que nous ne prendrons pas en compte les doléances du peuple palestinien, dont le déplacement forcé n'a jamais pris fin, nous continuerons à vivre dans cet état artificiel de déni qui n'aide ni les Palestiniens ni les Israéliens.

.../...

Israël a annoncé en février 2024 qu'il m'interdisait le territoire. Mais en réalité, aucun rapporteur spécial de l'ONU pour les Territoires palestiniens occupés n'a été autorisé à entrer dans le pays au cours des seize dernières années.

Pour quelles raisons ?

Parce qu'Israël agit au mépris du droit international et des règles de l'ONU de bout en bout, considérant que nous serions partiaux ou anti-israéliens, ce qui n'est pas vrai. Aucun de nous n'a jamais eu quoi que ce soit contre Israël. Nous voulons simplement qu'Israël se comporte conformément au droit international. Est-ce trop demander ? **Il faut cesser de nier les comportements criminels imputables à Israël.** À long terme, cela va être encore plus préjudiciable que cela l'a été jusqu'à présent, tant pour les Palestiniens que pour les Israéliens.

Risque « plausible » de génocide (CIJ) depuis le 26 janvier 2024, transfert d'armes et droit international public.

Dans le cas de l'appel à établir un embargo sur les armes à destination d'Israël, la question se pose pour nombre d'États, notamment pour les

Etats-Unis, le Canada et plusieurs Etats européens, tous Etats Parties à la Convention pour la prévention et la sanction du crime de génocide de 1948: voir état officiel des signatures et ratifications).

Dans le cas du Canada et des Etats européens, ils sont aussi Parties au traité sur le commerce des armes de 2013 (voir texte complet et état officiel des signatures et ratifications) dont l'article 6, paragraphe 3 est des plus clairs et ne présente aucun doute sur l'interprétation de son contenu : « *3. Un État Partie ne doit autoriser aucun transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou des biens visés par les articles 3 ou 4 s'il a connaissance, lors de l'autorisation, que ces armes ou ces biens pourraient servir à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité, des violations graves des Conventions de Genève de 1949, des attaques dirigées contre des civils ou des biens de caractère civil et protégés comme tels, ou d'autres crimes de guerre tels que définis par des accords internationaux auxquels il est partie* ».

La clarté de ce paragraphe 3 peut expliquer les contorsions sémantiques de toute sorte et les ambiguïtés que permet parfois le langage, observées aux États-Unis, au Canada, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni lorsqu'un journaliste demande à un porte parole ou directement à un ministre, de dire si Israël viole le droit international humanitaire à Gaza.

.../...

De l'avis d'un commentateur français fort sollicité, ancien militaire spécialisé dans les bombardements aériens, **le nombre de morts et de blessés à Gaza est en réalité bien plus élevé que celui enregistré par les Nations Unies et les autorités sanitaires de Gaza**. Dans l'un de ses derniers billets de son blog (voir sa note intitulée « *Hiroshima sur Gaza : peut-on encore arrêter l'offensive de Netanyahou ?* », dont la lecture intégrale est recommandée), on peut lire que :

« *Les bombardements israéliens combinés aux actions militaires terrestres et à la catastrophe humanitaire ont tué près de 60,000 Palestiniens auxquels il faut rajouter trois fois plus de blessés (180,000 personnes), soit un total de 240,000 victimes, dont les membres du Hamas ne représentent qu'une infime minorité. ././ Mon décompte s'appuie sur l'importance des bombardements menés au quotidien par **Tsahal, l'armée israélienne**, combinés aux actions terrestres et maintenant aux victimes de **la catastrophe humanitaire générée par le blocus de la bande de Gaza**. Soit 10,000 morts par mois en projection linéaire.*

*././ Début mai, **le nombre de morts dépassera donc 70,000, soit autant que la destruction de la ville d'Hiroshima par une bombe atomique en 1945**. La question est désormais de savoir si nous acceptons qu'un tel massacre perdure car dans un mois il aura atteint le niveau de dévastation d'Hiroshima, sans que le Hamas ne soit éliminé, ni que les otages israéliens encore en vie ne soient relâchés »*

Ce 3 avril 2024, un article publié en Israël sur « **Lavender** » , un

programme d'intelligence artificielle utilisé par les militaires israéliens depuis le 7 octobre pour mener des frappes soi disant « ciblées » sur Gaza, alerte l'opinion israélienne (et internationale) sur **la dérive du haut commandement militaire israélien**.

La crédibilité des autorités israéliennes mise à mal.

On se doit de mentionner la perte de toute crédibilité qu'Israël observe de la part de nombreux membres de la communauté internationale : après la Finlande, le Canada, la Suède, l'Australie, l'Allemagne (voir communiqué de presse du 25 mars) et la France (voir article du Times of Israel du 28 mars), c'est le Japon qui a annoncé récemment qu'il finançait à nouveau l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (plus connu par ses sigles en anglais **UNRWA**) .../... Ces Etats (et bien d'autres) avaient pris la décision de suspendre sine die leur contribution à l'UNRWA suite à un « rapport des services secrets » accusant une douzaine de fonctionnaires de l'UNRWA de collaborer étroitement avec le Hamas. .../...

En ce qui concerne le Conseil de Sécurité, **le fait qu'Israël n'ait pas modifié ses actions à Gaza depuis le 25 mars l'expose à des mesures coercitives au titre des articles 41 et 42 de la Charte des Nations unies**. Ainsi qu' à une pression supplémentaire pour les diplomates des Etats-Unis, allié indéfectible d'Israël au sein du Conseil de Sécurité : ils pourront difficilement, en tant que représentants d'un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, opposer leur veto à une résolution exigeant d'Israël qu'il respecte l'autorité des décisions émanant du Conseil de Sécurité .../...

En guise de conclusion.

Comme on peut le constater, cette dernière semaine du mois de mars 2024 et ces premiers jours d'avril montrent que **pour les principaux organes des Nations Unies, les actions d'Israël à Gaza sont inacceptables et indéfendables.**

Et ce malgré toutes les manœuvres intentées par les Etats-Unis (ainsi que par certains cercles pro-israéliens dans différentes parties du monde, à travers divers avis, articles d'opinion divers et variés), afin de rendre justifiable ce qui est injustifiable à tout point de vue.

Comme aucun changement majeur n'a été observé de la part des plus hautes autorités israéliennes depuis l'ordonnance de la CIJ du 26 janvier, ni depuis le 29 mars 2024, cette deuxième ordonnance de la CIJ pourrait donner lieu à une nouvelle initiative devant le Conseil de Sécurité ; elle pourrait également être utilisée par le Nicaragua dans sa requête contre l'Allemagne pour complicité de génocide à Gaza, dont les audiences auront lieu les 8 et 9 avril prochains à La Haye .../...

Génocide à Gaza ?

Déclaration des spécialistes de l'Holocauste et des génocides sur la violence de masse en Israël et en Palestine depuis le 7 octobre

12 janvier 2024 ; traduit par les lecteurs du site *Les-Crises* ; sources : sites "*Contending Modernities*" et "*Raz Segal*".

les-crises.fr/genocide-a-gaza-declaration-commune-de-specialistes-de-l-holocauste-et-des-genocides/

[**Raz Segal** est professeur agrégé d'études sur l'Holocauste et les génocides, il est titulaire d'une chaire sur l'étude des génocides modernes à l'université de Stockton. Le Dr. Segal a été titulaire d'une bourse *Harry Frank Guggenheim*, d'une bourse *Fulbright* et a récemment été Senior Fellow à l'*Institut Wiesenthal* de Vienne pour les études sur l'Holocauste (mars-juillet 2023). Il a notamment publié *Genocide in the Carpathians : War, Social Breakdown, and Mass Violence, 1914-1945* (2016) ; *Days of Ruin : The Jews of Munkács during the Holocaust* (2013) ; et il a été rédacteur en chef invité du numéro spécial en hébreu sur *Genocide : Mass Violence and Cultural Erasure de Zmanim : A Historical Quarterly* (2018). Outre ses publications scientifiques, le Docteur Segal a publié des articles d'opinion, des critiques de livres et des articles plus importants sur le génocide, la violence d'État et la politique de la mémoire en hébreu, en anglais et en allemand dans *The Guardian*, *LA Times*, *The Nation*, *Jewish Currents*, *Haaretz*, *972 Magazine* et *Berliner Zeitung*, et il est apparu sur *Democracy Now !* et *ABC News*.]

Dans la déclaration suivante, plus de 55 spécialistes de l'Holocauste, des génocides et des violences de masse déplorent les crimes atroces commis à l'encontre des civils par le Hamas et le Jihad islamique le 7 octobre et par les forces israéliennes depuis lors. La famine, les massacres et les déplacements forcés de civils palestiniens à Gaza se poursuivent, ce qui soulève d'autant plus **la question d'un génocide**, en particulier **au vu des intentions exprimées par les dirigeants israéliens**.

Le président israélien **Isaac Herzog** a utilisé un langage particulièrement offensif lors d'une interview sur MSNBC il y a quelques jours, le 5 décembre : « *Cette guerre n'est pas seulement une guerre entre Israël et le Hamas. C'est une guerre qui vise, vraiment, véritablement, à sauver la civilisation occidentale. [...] Nous sommes attaqués par un réseau djihadiste, un empire du mal. [...] et cet empire veut conquérir tout le Moyen-Orient, et si nous n'étions pas là, l'Europe serait la prochaine cible, et puis les États-Unis suivraient.* » Herzog reprend ainsi l'association faite

par le Premier ministre israélien **Benjamin Netanyahu** entre l'attaque d'Israël contre Gaza et **Amalek**, le mal dans la bible [*Dans le livre de l'Exode, Amalek attaque sans raison les Enfants d'Israël, à peine sortis d'Égypte, NdT*], mais il inscrit cette attaque dans le contexte moderne comme étant le dernier rempart contre l'apocalypse mondiale et l'effondrement de la « civilisation occidentale ».

Herzog et Netanyahu sont tous deux des juifs laïques. Leur utilisation d'un langage et d'un symbolisme religieux dans ce cas, traduit une dangereuse convergence, dans le cas d'Israël, entre un État-nation moderne qui exclut et un projet colonial de peuplement **dans un lieu imprégné d'histoires et de significations religieuses multiples**. Les universitaires qui ont signé cette déclaration expriment leurs inquiétudes face aux violences massives en cours à Gaza et aux propos incendiaires qui menacent d'aggraver la situation. Ils appellent à une action urgente pour arrêter l'attaque d'Israël sur Gaza et pour travailler à un avenir qui garantira l'égalité, la liberté, la dignité et la sécurité de tous les peuples qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

Déclaration de spécialistes des questions concernant l'Holocauste et les génocides quant à la violence de masse en Israël et en Palestine depuis le 7 octobre

9 décembre 2023

Nous, spécialistes de l'Holocauste, des génocides et de la violence de masse, nous sentons obligés de mettre en garde contre le danger de génocide que représente l'attaque d'Israël contre Gaza. Nous notons également que, si l'attaque israélienne se poursuit et s'intensifie, **les Palestiniens sous occupation militaire israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et les citoyens palestiniens d'Israël courent également un grave danger.**

Nous sommes profondément attristés et préoccupés par le massacre de plus de 1 200 Israéliens et travailleurs migrants par le Hamas, le Jihad islamique et d'autres groupes le 7 octobre, dont plus de 830 civils. Nous reconnaissons également les preuves de violences sexistes et sexuelles au cours de l'attaque, les milliers de blessés israéliens, la destruction de kibboutzim et de villes israéliennes, et l'enlèvement de plus de 240 otages dans la bande de Gaza. Ces actes constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Nous reconnaissons que la violence en Israël et en Palestine n'a pas commencé le 7 octobre. Si nous tentons de comprendre le massacre du 7 octobre, nous devons commencer par le placer dans **le contexte du colonialisme israélien, de la violence de l'occupation militaire israélienne contre les Palestiniens depuis 1967, du siège de seize ans de la bande de Gaza depuis 2007, et de l'accession au pouvoir en Israël l'année dernière d'un gouvernement**

composé de politiciens qui parlent fièrement de la suprématie juive et d'un nationalisme d'exclusion. Expliquer n'est pas justifier, et ce contexte n'excuse en rien la prise pour cible de civils israéliens et de travailleurs migrants par des Palestiniens le 7 octobre.

Nous sommes également profondément attristés et préoccupés par l'attaque israélienne sur Gaza en réponse à l'attaque du Hamas. Selon un article du *New York Times* du 26 novembre, l'assaut israélien a semé la mort et la destruction à un niveau sans précédent. En deux mois, l'assaut israélien a tué plus de 16 000 Palestiniens (et des milliers d'autres sont ensevelis sous les décombres) – dont près de la moitié sont des enfants et des jeunes, avant le cessez-le-feu, un enfant palestinien était tué toutes les dix minutes en moyenne – et en a blessé plus de 40 000. Si l'on considère que la population totale de Gaza s'élève à 2,3 millions d'habitants, le taux de mortalité est d'environ 0,7 % en moins de deux mois. À titre de comparaison, le ratio de civils tués lors des bombardements et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie dans les régions les plus touchées par la violence est probablement similaire, mais sur une période plus longue. Un certain nombre d'experts ont donc décrit l'attaque d'Israël contre Gaza comme la plus intense et la plus meurtrière de son genre depuis la Seconde Guerre mondiale, mais alors que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine a, pour de très bonnes raisons, incité les dirigeants occidentaux à soutenir les populations attaquées, ces mêmes **dirigeants occidentaux soutiennent désormais la violence de l'État israélien plutôt que la cause des Palestiniens attaqués**.

Israël a également contraint plus de 1,8 million de Palestiniens à se déplacer dans la bande de Gaza, tout en détruisant près de la moitié des bâtiments et en laissant la partie nord de la bande de Gaza à l'état de « *paysage lunaire inhabitable* ». En effet, l'armée israélienne a largué plus de 25 000 tonnes d'explosifs sur Gaza depuis le 7 octobre, ce qui équivaut à deux bombes dites d'Hiroshima, et selon *Human Rights Watch*, elle a utilisé des bombes au phosphore blanc. Elle a systématiquement pris pour cible les hôpitaux, les écoles, les universités, les mosquées, les églises, les boulangeries et les terres agricoles. L'État a également tué de nombreux professionnels essentiels, dont plus de 220 travailleurs de la santé, plus de 100 membres du personnel des Nations unies et des dizaines de journalistes. Les déplacements forcés ont, en outre, créé dans la partie sud de la bande de Gaza une grave surpopulation, avec un risque d'épidémie de maladies infectieuses, exacerbé par les pénuries de nourriture, d'eau potable, de carburant et de matériel médical, en raison des mesures de « **siège total** » prises par Israël depuis le 7 octobre.

L'ampleur sans précédent des destructions et des massacres dus à l'attaque israélienne contre Gaza sont tout à fait significatifs de crimes de

guerre à grande échelle. Il existe également des preuves d'une « attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque », **ce que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale définit comme un crime contre l'humanité**. En outre, depuis le 7 octobre, des dizaines de déclarations de dirigeants israéliens, de ministres du cabinet de guerre et d'officiers supérieurs de l'armée – c'est-à-dire de personnes ayant une autorité de commandement – indiquent clairement **une « intention de détruire » les Palestiniens « en tant que tels »**, selon les termes de la **Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide**. Ces déclarations décrivent notamment tous les Palestiniens de Gaza comme responsables de l'attaque du Hamas du 7 octobre et donc comme des **cibles militaires légitimes**, comme l'ont exprimé le président israélien Herzog le 13 octobre et le premier ministre israélien Netanyahu lorsque, le 29 octobre, juste au moment où Israël commençait son invasion terrestre, il a fait référence à l'histoire biblique de la destruction totale des Israélites par Amalek.

Le fait de considérer toute une population civile comme un ennemi marque l'histoire des génocides modernes, les génocides arménien (1915-1918) et rwandais (1994) en étant des exemples bien connus. Ces déclarations emploient également des termes déshumanisants, comme lorsque le ministre israélien de la défense Yoav Gallant a parlé d'« animaux humains » lorsqu'il a proclamé le « siège total » de Gaza le 9 octobre. Le glissement entre le fait de considérer le Hamas comme des « animaux humains » et le fait de considérer tous les Palestiniens de Gaza de cette manière est manifeste dans les promesses que le coordinateur israélien des activités gouvernementales dans les territoires, le général de division Ghassan Alian, a adressées aux habitants de Gaza le jour suivant : « *Le Hamas s'est transformé en État Islamique et les habitants de Gaza, au lieu d'être consternés, s'en réjouissent. Les animaux humains doivent être traités comme tels. Il n'y aura plus ni électricité ni eau [à Gaza], il n'y aura que destruction. Vous vouliez l'enfer, vous l'aurez* ». .../...

“Lavender” : l'IA qui guide les bombardements israéliens à Gaza

Yuval Abraham ; 8 avril 2024

investigation.net/lavender-lia-qui-guide-les-bombardements-israeliens-a-gaza/

L'armée israélienne a désigné des dizaines de milliers d'habitants de Gaza comme étant suspectés de meurtres, en utilisant **un système de ciblage par IA peu supervisé par l'homme et une politique permissive en matière de pertes humaines**, révèlent +972 et *Local Call*.

*[**+972** est un magazine d'information et blogue communautaire de gauche indépendant créé en août 2010 par un groupe de journalistes, de blogueurs et de photographes israéliens, palestiniens et nord-américains établis en Israël et en Palestine. **+972** a des éditorialistes réguliers mais également des contributeurs occasionnels. La société est codétenue par les auteurs et l'équipe éditoriale. C'est une organisation à but non lucratif. Les contenus proposés sur +972 se veulent de gauche et progressistes. Leur objectif est de couvrir de manière inédite les événements qui ont lieu en Israël et dans les Territoires occupés. Le site se veut une plateforme de partage de faits d'actualité, d'analyses et de vidéos. L'écrivain Noam Sheizaf, PDG de +972, décrit l'esprit du magazine comme « *une nouvelle et surtout jeune voix qui prendrait part au débat international concernant Israël et la Palestine* ». Sur le site, les contributeurs déclarent que leur collectif est engagé dans les droits de l'homme et la liberté d'informer. Ils s'opposent à l'occupation des Territoires palestiniens par Israël
Le nom du magazine est dérivé du code international 972 qui est partagé par Israël et les territoires palestiniens.

Dans le paysage médiatique israélien, ce journal en ligne se démarque depuis le 7 octobre : "+972" est le seul qui ose critiquer la guerre menée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza. C'est aussi le seul journal israélien à faire travailler ensemble des journalistes juifs et arabes.]

*[**Local Call** (ou **Sikha Mekomit**) est un site d'information en hébreu engagé en faveur de la démocratie, de la paix, de l'égalité, de la justice sociale, de la transparence, de la liberté d'information et de la résistance à l'occupation. Le site a été co-fondé et est co-publié par **Just Vision** et **972 Advancement of Citizen Journalism** (qui publie également **+972 Magazine**). Plusieurs rédacteurs de *Local Call* et *+972 Magazine* publient sur les deux plateformes.]

En 2021, un livre intitulé "*The Human-Machine Team: How to Create Synergy Between Human and Artificial Intelligence That Will Revolutionize Our World*"["**La machine humaine : Comment créer une synergie entre humains et intelligence artificielle qui révolutionnera notre monde**"] a été publié en anglais sous le nom de plume "Brigadier General Y.S." Dans cet ouvrage, l'auteur – un homme dont nous avons confirmé qu'il est l'actuel commandant de l'unité d'élite du renseignement israélien 8200 – plaide en faveur de la conception d'une **machine spéciale capable de traiter rapidement des quantités massives de données afin de générer des milliers de "cibles" potentielles pour des frappes militaires dans le feu**

de l'action. Cette technologie, écrit-il, résoudrait ce qu'il décrit comme une "lacune humaine tant pour la localisation des nouvelles cibles que pour la prise de décision concernant l'approbation des cibles".

Il s'avère qu'une telle machine existe réellement. Une nouvelle enquête menée par +972 Magazine et Local Call révèle que l'armée israélienne a mis au point un programme basé sur l'intelligence artificielle, connu sous le nom de "**Lavender**", dévoilé ici pour la première fois. **Selon six officiers de renseignement israéliens, qui ont tous servi dans l'armée pendant la guerre actuelle contre la bande de Gaza et ont été directement impliqués dans l'utilisation de l'intelligence artificielle pour générer des cibles à assassiner, Lavender a joué un rôle central dans le bombardement sans précédent des Palestiniens, en particulier pendant les premières phases de la guerre. En fait, selon les sources, son influence sur les opérations militaires était telle qu'elles traitaient les résultats de la machine d'IA "comme s'il s'agissait d'une décision humaine".**

Officiellement, le système *Lavender* est conçu pour sélectionner tous les agents présumés des branches militaires du Hamas et du Jihad islamique palestinien (PIJ), y compris les agents de rang inférieur, comme des cibles potentielles d'attentats à la bombe. Les sources ont déclaré à +972 et à *Local Call* que, pendant les premières semaines de la guerre, l'armée s'est presque entièrement appuyée sur *Lavender*, qui a désigné jusqu'à 37 000 Palestiniens comme étant des militants présumés – ainsi que leurs leurs maisons – en vue d'éventuelles frappes aériennes.

Au début de la guerre, l'armée a largement autorisé les officiers à générer des listes de personnes à abattre de Lavender, sans qu'il soit nécessaire de vérifier minutieusement pourquoi la machine avait fait ces choix, ou d'examiner les données brutes du renseignement sur lesquelles elles étaient basées. Une source a déclaré que **le personnel humain ne faisait souvent qu'entériner les décisions de la machine**, ajoutant que, normalement, il ne consacrait personnellement qu'environ "20 secondes" à chaque cible avant d'autoriser un bombardement – juste pour s'assurer que la cible désignée par *Lavender* est bien un homme. Et ce, tout en sachant que le système commet ce que l'on considère comme des "erreurs" dans environ 10 % des cas, et qu'il est notoire qu'il sélectionne occasionnellement des individus qui n'ont qu'un lien ténu avec des groupes militants, voire aucun lien du tout.

En outre, **l'armée israélienne a systématiquement attaqué les personnes ciblées alors qu'elles se trouvaient chez elles – généralement la nuit, en présence de toute leur famille – plutôt qu'au cours d'une activité militaire présumée.** Selon les sources, cela s'expliquerait par le fait que, du point de vue du renseignement, il est plus facile de localiser les individus chez eux. D'autres systèmes automatisés, dont celui appelé "*Where's Daddy ?*" [Où est papa ?], également révélé ici pour la première fois, ont été **utilisés spécifiquement pour suivre les**

personnes ciblées et commettre des attentats à la bombe lorsqu'elles sont chez elles avec leur famille.

Le résultat, comme en témoignent les sources, est que des milliers de Palestiniens – pour la plupart des femmes et des enfants ou des personnes qui n'étaient pas impliquées dans les combats – ont été tués par les frappes aériennes israéliennes, en particulier au cours des premières semaines de la guerre, en raison des décisions du programme d'intelligence artificielle.

“Nous ne voulions pas tuer les agents [du Hamas] uniquement lorsqu'ils se trouvent dans un bâtiment militaire ou participent à une activité militaire”, a déclaré A., un officier de renseignement, à +972 et à Local Call. “Au contraire, les Forces de défense israéliennes les ont bombardés dans leurs maisons sans hésiter, en première option. Il est beaucoup plus facile de bombarder la maison d'une famille. Le système est conçu pour les rechercher dans ce type de situation”.

La machine *Lavender* rejoint un autre système d'IA, “*The Gospel*”, dont +972 et *Local Call* ont révélé des informations lors d'une précédente enquête en novembre 2023, et visibles dans les propres publications de l'armée israélienne. Une différence fondamentale entre les deux systèmes réside dans la définition de la cible : alors que *The Gospel* marque les bâtiments et les structures à partir desquels, **selon l'armée**, les militants opèrent, *Lavender* désigne les personnes – et les inscrit sur une liste de suspects à abattre. .../...

Selon deux des sources, l'armée a également décidé, au cours des premières semaines de la guerre, que **pour chaque agent subalterne du Hamas marqué par Lavender, il était permis de tuer jusqu'à 15 ou 20 civils**. Par le passé, l'armée n'autorisait aucun “dommage collatéral” lors de l'assassinat de militants de moindre importance. Les sources ont ajouté que, quand la cible est un haut responsable du Hamas commandant de bataillon ou de brigade, l'armée a autorisé à plusieurs reprises le meurtre de plus de 100 civils pour l'assassinat d'un seul commandant.

L'enquête suivante est présentée selon les six étapes chronologiques de la production hautement automatisée de cibles par l'armée israélienne au cours des premières semaines de la guerre de Gaza. Tout d'abord, nous décrivons la machine *Lavender* elle-même, qui a étiqueté des dizaines de milliers de Palestiniens à l'aide de l'intelligence artificielle. Ensuite, nous dévoilons le système “*Where's Daddy ?*”, qui a traqué ces cibles et les a signalées à l'armée lorsqu'elles rentrent chez elles. Troisièmement, nous montrons comment les bombes “muettes” sont choisies pour frapper ces habitations.

Quatrièmement, nous décrivons comment l'armée a élargi le nombre autorisé de civils pouvant être tués lors du bombardement d'une cible. Cinquièmement, cette étude montre comment un logiciel automatisé a calculé de manière peu précise le nombre de non-combattants dans

chaque foyer. Sixièmement, nous révélons qu'à plusieurs reprises, lorsqu'une maison est bombardée, généralement la nuit, la cible visée n'est parfois pas chez elle, car les officiers ne vérifient pas l'information en temps réel. .../...

Quand la liste des cibles ne comptait que quelques dizaines de hauts responsables, le personnel des services de renseignement pouvait s'occuper individuellement du processus d'incrimination et de localisation. Cependant, une fois que la liste a été élargie pour inclure des dizaines de milliers d'agents de moindre importance dans la hiérarchie, l'armée israélienne a compris qu'elle devait s'appuyer sur des logiciels automatisés et sur l'intelligence artificielle. Les sources témoignent que le rôle du personnel humain dans l'incrimination des Palestiniens en tant qu'agents militaires a été mis de côté et que l'intelligence artificielle a fait le gros du travail à sa place. Selon quatre des sources qui ont parlé à +972 et à *Local Call*, **Lavender** – qui a été développé pour créer des cibles humaines dans la guerre actuelle – a marqué quelque 37 000 Palestiniens comme étant des “militants du Hamas” présumés, la plupart d'entre eux étant jeunes, en vue de leur assassinat (le porte-parole des FDI a nié l'existence d'une telle liste dans une déclaration à +972 et à *Local Call*). .../...

Les sources ont déclaré que l'autorisation de valider systématiquement les listes d'objectifs de Lavender, qui n'avaient été utilisées auparavant que comme outil auxiliaire, a été accordée environ deux semaines après le début de l'offensive, après que le personnel des services de renseignement a vérifié “manuellement” l'exactitude d'un échantillon aléatoire de plusieurs centaines de cibles sélectionnées par le système d'intelligence artificielle. Lorsque cet échantillon a révélé que les résultats de Lavender avaient atteint une précision de 90 % dans l'identification de l'affiliation d'un individu au Hamas, l'armée a autorisé l'utilisation généralisée du système. À partir de ce moment-là, les sources ont déclaré que si *Lavender* décidait qu'un individu était un militant du Hamas, il leur était essentiellement demandé de traiter l'information comme un ordre, sans qu'il soit nécessaire de vérifier de manière indépendante pourquoi la machine avait fait ce choix, ou d'examiner les données brutes de renseignement sur lesquelles elle est basée.

“À 5 heures du matin, [l'armée de l'air] décollait et bombardait toutes les maisons que nous avons marquées”, raconte B.. “Nous avons éliminé des milliers de personnes. Nous ne les avons pas vérifiées une par une – nous avons tout mis dans des systèmes automatisés, et dès qu'un [des individus marqués] était chez lui, il devenait immédiatement une cible. Nous le bombardions, lui et sa maison”.

L'issue meurtrière du relâchement des restrictions au début de la guerre ont été stupéfiants. Selon les données du ministère palestinien de la santé à Gaza, sur lesquelles l'armée israélienne s'appuie presque exclusivement depuis le début de la guerre, Israël a tué quelque 15 000 Palestiniens – soit

près de la moitié du nombre de morts à ce jour – au cours des six premières semaines de la guerre, jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu d'une semaine soit conclu le 24 novembre.

Plus les informations sont précises et diversifiées, mieux c'est.

Le logiciel *Lavender* analyse les informations recueillies sur la plupart des 2,3 millions d'habitants de la bande de Gaza grâce à un système de surveillance de masse, puis évalue et classe la probabilité que chaque personne soit active dans l'aile militaire du Hamas ou du Jihad islamique palestinien. Selon certaines sources, la machine attribue à presque chaque habitant de Gaza une note de 1 à 100, exprimant la probabilité qu'il s'agisse d'un militant.

Lavender est capable d'identifier les caractéristiques des agents connus du Hamas et du Jihad islamique palestinien, PIJ, dont les informations ont été transmises à la machine à titre de données d'entraînement, puis de repérer ces mêmes caractéristiques – également appelées “signes distinctifs” – au sein de la population dans son ensemble, ont expliqué les sources. **Une personne présentant plusieurs caractéristiques incriminantes différentes obtient une note élevée et devient ainsi systématiquement une cible potentielle pour un assassinat.**

.../...

Pas de politique “zéro erreur”.

B., un officier supérieur qui a utilisé *Lavender*, a expliqué à +972 et à *Local Call* que dans la guerre actuelle, les officiers ne sont pas tenus d'examiner de manière indépendante les évaluations du système d'IA, afin de gagner du temps et de permettre la production en masse de cibles humaines sans entraves.

“Tout est statistique, tout est parfaitement ordonné – c'est très sobre”, a déclaré B.. Il a noté que ce manque de supervision a été autorisé malgré des contrôles internes montrant que les calculs de *Lavender* ne sont considérés comme exacts que dans 90 % des cas : en d'autres termes, **on savait à l'avance que 10 % des cibles humaines destinées à être assassinées n'étaient pas du tout des membres de l'aile militaire du Hamas.** .../...

À son apogée, le système a réussi à générer 37 000 personnes comme cibles humaines potentielles”, a déclaré B. “*Mais les chiffres évoluaient tout le temps, parce que tout dépend du seuil fixé pour définir ce qu'est un agent du Hamas. Parfois, la définition d'un agent du Hamas est plus générale, puis la machine commence à nous fournir toutes sortes d'agents de la protection civile et de la police, sur lesquels il serait dommage de gaspiller des bombes. Ils aident le gouvernement du Hamas, mais ne mettent pas vraiment les soldats en danger.*”

.../...

Toutefois, contrairement aux déclarations officielles de l'armée israélienne, les sources ont expliqué que **l'une des principales raisons du nombre sans précédent de victimes des bombardements israéliens actuels**

tient au fait que l'armée a systématiquement attaqué les cibles à leur domicile, avec leur famille – en partie parce qu'il est plus facile, du point de vue du renseignement, de marquer les maisons familiales à l'aide de systèmes automatisés.

En effet, plusieurs sources ont souligné que, contrairement aux nombreux cas d'agents du Hamas engagés dans des activités militaires depuis des zones civiles, dans le cas des frappes d'assassinat systématiques, l'armée a régulièrement fait le choix délibéré de bombarder des militants présumés lorsqu'ils se trouvent chez eux, dans des zones sans activité militaire. Ce choix, selon eux, est le reflet de la conception du système israélien de surveillance de masse dans la bande de Gaza. .../...

Les raisons cachées de la guerre contre Gaza (Partie I)

Par Richard Medhurst ; Arrêt sur info — 26 novembre 2023

arretsurinfo.ch/les-raisons-cachees-de-la-guerre-contre-gaza-partie-i/

[**Richard Medhurst** est un journaliste indépendant et commentateur politique né à Damas, en Syrie. Citoyen britannique, il parle couramment l'anglais, l'arabe, le français et l'allemand. Il anime régulièrement des émissions en direct sur l'histoire, la politique américaine, les relations internationales et le Moyen-Orient, d'un point de vue anti-impérialiste.]

Deux semaines avant l'opération *Déluge d'Al-Aqsa* du **Hamas**, le 7 octobre, **Netanyahu** s'est rendu à l'Assemblée générale des Nations Unies, a brandi une carte et a déclaré son plan pour un « nouveau Moyen-Orient » : un couloir économique s'étendant de l'Inde aux Émirats arabes unis, en passant par l'Arabie saoudite, la Jordanie, « Israël » et enfin l'Europe. C'est l'une des principales raisons géopolitiques du massacre d' « Israël » à Gaza.

Les États-Unis, principal soutien d'« Israël », cherchent désespérément un moyen de tenter de **contenir les BRICS**, et plus particulièrement de contrer la Nouvelle Route de la Soie chinoise. Construire un couloir rival ferait d'une pierre deux coups : contenir la Chine, l'Iran et la Syrie et aider « Israël » et les États-Unis à maintenir leur domination économique et politique contre un monde multipolaire.

Ce fut une année difficile pour Washington et « Tel Aviv », car les sanctions contre la Russie ont lamentablement échoué. **L'Arabie saoudite a conclu**

la paix avec l'Iran et la Syrie et a mené des négociations avec le Yémen – des pays que les États-Unis et « Israël » tentent d'isoler depuis des années. Après **avoir vu les États-Unis voler 300 milliards de dollars à la Banque centrale russe**, non seulement la pertinence du dollar a commencé à reculer, mais des dizaines de pays ont également postulé pour rejoindre les BRICS, le groupe des géants économiques émergents, dont le nombre de membres a doublé, passant de 5 à 11 membres, pour inclure Iran.

L'ancienne *Route de la Soie* était la route commerciale la plus importante de l'histoire de l'humanité, s'étendant de la Chine à la Syrie et jusqu'à la mer Méditerranée. La Chine et 150 autres pays comprennent son importance et cherchent à la faire revivre. C'est l'avenir de l'économie et de la politique mondiale.

Dans les semaines qui ont précédé l'annonce de Netanyahu, l'Iran et l'Irak ont signé un accord ferroviaire et le président syrien al-Assad s'est rendu en Chine pour signer un partenariat stratégique avec la plus grande économie mondiale. C'est crucial. Non seulement **l'Occident n'a pas réussi à isoler ces pays**, mais maintenant la *Nouvelle Route de la Soie* a étendu son infrastructure ferroviaire et obtenu un accès à la mer Méditerranée via le port syrien de Lattaquié ; des **objectifs cruciaux pour le commerce terrestre et maritime**.

Aussi importants que soient ces développements, ils ne constituent qu'un aspect. Vous avez ensuite le gaz.

Couper le gaz russe vers l'Europe .../...

Et c'est ainsi que les États-Unis ont atteint un objectif de longue date en matière de politique étrangère : **maintenir les Russes à l'écart et les Allemands à terre**. .../...

Désormais, la Russie et l'Iran étant exclus, « Israël » se propose soudainement comme solution aux pénuries de gaz de l'Union européenne, en signant **un accord gazier avec le bloc en juin 2022**.

Une étude géologique menée en 2010 a découvert un **monstrueux gisement de gaz au Moyen-Orient** : le *Léviathan*, situé dans le bassin levantin, au large des côtes de la **Palestine**, du **Liban** et de la **Syrie**.

En fin de compte, la Syrie ne permettrait pas aux sociétés occidentales d'extraire son gaz, et l'ambitieux oléoduc du Qatar, censé traverser la Syrie, ne se concrétiserait jamais. Par coïncidence, peu de temps après, la guerre a éclaté en Syrie, le Qatar et « Israël » étant deux des nombreuses parties finançant des groupes terroristes pour tenter de renverser Damas.

Aujourd'hui, les États-Unis, qui ont également œuvré pour nuire à la Syrie, contrôlent tous les champs pétroliers syriens, et « Israël » a bombardé à plusieurs reprises le port le plus vital de la Syrie, Lattaquié. Tout cela a été fait pour supprimer les revenus pétroliers et paralyser l'activité maritime, y compris l'exploration gazière. « Israël » met hors service les ports rivaux .../...

Gaza, une enclave côtière qui possède également ses propres gisements de gaz inexplorés, est soumise depuis 2007 à un blocus naval israélien et égyptien. Le siège et les nombreuses guerres lancées par Israël contre Gaza font que les Palestiniens ne peuvent même pas pêcher correctement, et encore moins extraire du gaz.

Alors maintenant, avec tous les ports libanais, syriens et palestiniens hors d'usage, le seul port en activité qui reste sur la côte est celui de Haïfa, contrôlé par « Israël ».

Cela fait d'« Israël » le seul pays capable d'extraire du gaz et de mettre en place un couloir économique. En d'autres termes, « Israël » et les États-Unis ont tué toute concurrence (Iran, Russie, Syrie, Liban, Palestine), ont volé leurs marchandises et ont accaparé le marché.

Et puis voilà qu'alors qu'« Israël » bombardait Gaza, le 29 octobre, il a accordé 12 licences à des entreprises pour commencer l'extraction de gaz dans le bassin du Léviathan, dans la mer Méditerranée.

.../... À l'approche de l'hiver, « Israël » a désespérément besoin de tenir sa promesse de fourniture de gaz à l'Europe. Et les États-Unis se désespèrent à mesure que les BRICS et l'initiative chinoise « *la Ceinture et la Route* » deviennent de plus en plus populaires. Toutefois, il ne peut y avoir de stabilité dans la région sans résoudre la question palestinienne.

Lorsque Netanyahu a annoncé son plan à l'ONU, les Israéliens pensaient que l'affaire était réglée en amenant l'Arabie saoudite à normaliser ses relations et en éteignant ainsi la question palestinienne une fois pour toutes. Mais ce n'est pas fini et les Palestiniens ne vont nulle part.

Cela explique pourquoi « Israël » massacre les Palestiniens de manière aussi hystérique et folle. « Israël » a occupé et attaqué Gaza à de nombreuses reprises auparavant, mais le niveau de violence actuel dépasse tout ce que nous avons jamais vu. « Israël » **essaie de tuer autant de Palestiniens que possible à Gaza et d'effrayer les autres pour qu'ils abandonnent leurs maisons et se rendent en Egypte.** Un document récemment divulgué par le ministère israélien du Renseignement confirme qu'« Israël » **tente de nettoyer ethniquement Gaza en poussant les Palestiniens dans le désert du Sinäi.** .../...

Il s'agit sans aucun doute d'un génocide et d'un nettoyage ethnique. Des centaines d'avocats tentent actuellement de poursuivre « Israël » devant la Cour pénale internationale pour ce qu'il fait à Gaza – une vision qui n'est pas sans rappeler la Nakba de 1948.

Oui, **le sionisme est antisémite et raciste,** mais il y a aussi d'énormes implications économiques et géopolitiques derrière « Israël » et le génocide américain à Gaza.

Lorsque le Hamas et la Résistance collective ont découvert le projet de Netanyahu pour un « *nouveau Moyen-Orient* » et la volonté de l'Arabie Saoudite de normaliser ses relations avec « Israël », ils ont compris que cela détruirait tout espoir d'un État palestinien. Cela leur

a forcé la main et ils ont compris qu'ils devaient agir immédiatement, sinon la Palestine serait perdue à jamais. .../...

Israël-Palestine: Un massacre à huis clos pour un nettoyage par le vide

Par René Naba, in Actualités Analyse, le 14 novembre 2023

renenaba.com/israel-palestine-un-massacre-a-huis-clos-pour-un-nettoyage-par-le-vide/

[**René Naba** : Journaliste-écrivain, Français d'origine libanaise, jouissant d'une double culture franco arabe, natif d'Afrique, juriste de formation et journaliste de profession ayant opéré pendant 40 ans au Moyen Orient, en Afrique du Nord et en Europe.../... ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. .../... : madaniya.info/auteurs/]

Ce papier est dédié à **Wael Dahdouh**, correspondant d'«*Al Jazeera*» à Gaza, dont l'épouse, deux de ses enfants et son petit fils ont été tués par les bombardements israéliens à Gaza.

La dédicace y associe les 34 journalistes palestiniens et libanais, tués par les Israéliens lors de la couverture de la guerre entre l'état hébreu et le mouvement islamiste palestinien, en octobre 2023, de même que **Shireen Abu Akleh**, correspondante de la chaîne qatariote en Cisjordanie, tuée en 2022, un an auparavant par un sniper israélien lors de sa couverture de l'assaut israélien contre le **camp de Djenine**. .../...

Un massacre huis clos

La destruction systématique de la surface bâtie de Gaza engagée par l'armée israélienne en représailles à l'attaque massive du Hamas contre l'État Hébreu paraît devoir répondre à deux objectifs sous-jacents:

– **Restaurer la crédibilité de la dissuasion militaire israélienne**

malmenée par le mouvement islamiste palestinien, par des représailles massives sur la totalité de la bande, transformée pour la circonstance en polygone de tir permanent, avec, au delà de cette rage vindicative de laver cette humiliation, avec à l'arrière plan, le pari du premier ministre

Benjamin Netanyahu que ce châtiment exemplaire atténuera quelque peu sa lourde responsabilité dans ce désastre militaire et diplomatique israélien et provoquera la clémence de ses juges.

– **Rendre inhabitable et vider de sa population l'enclave palestinienne par l'anéantissement de son parc immobilier et de ses infrastructures,** prélude à son annexion. Les autorités israéliennes ont dû mettre en sourdine ce projet initial face au tollé international qu'il a provoqué, particulièrement la ferme opposition de deux grands alliés arabes des États-Unis, l'Égypte et la Jordanie, deux signataires de traités de paix avec Israël, qui redouteraient les effets néfastes d'un tel exode massif sur l'équilibre démographique de leur pays.

Tel pourrait être le sens des opérations lancées sans discernement par l'armée israélienne, jadis réputée comme étant une «**armée morale**» par les laudateurs de l'état hébreu, **n'épargnant rien ni personne, pas plus les lieux de culte que les hôpitaux, les civils que les femmes ou les enfants, voire même les journalistes.**

N'était-ce la couverture d' «*Al Jazeera*», qui y a payé un lourd tribut, ce massacre se déroulerait à huis clos.

Plaide en faveur de cette thèse, les antécédents historiques d'Israël et des États-Unis, au lourd passif en ce domaine, ainsi que la présence au sein du poste de commandement conjoint israélo-américain crée à l'occasion du «*déluge d'Al Aqsa*», d'officiers supérieurs américains du **Centcom**, l'organe régulateur de l'invasion américaine en Irak, en 2003, de sinistre mémoire pour ces faits d'armes à Falloujah, l'assaut contre ce bastion sunnite en 2004 et **Kirkouk**, en 2012-2013. .../...

Un nettoyage par le vide

La volonté d'Israël d'expulser les Palestiniens de Gaza, à la suite de l'opération "*Déluge d'Al Aqsa*", en octobre 2023, vers le Sinaï égyptien, en vue d'en faire une "patrie de substitution" à la Palestine remet en mémoire la politique constante des États-Unis d'extirper toute présence palestinienne des pays périphériques de l'Etat Hébreu.

Un plan similaire a été conçu par les États-Unis au Liban et confirme la permanence d'une politique constante des États-Unis de provoquer le transfert de population comme mode de règlement de conflits.

L'invasion israélienne du Liban, en 1982 a entraîné le démantèlement du sanctuaire palestinien de Beyrouth et son transfert à Tunis, à 2.000 kms d'Israël, donnant ainsi naissance au Hezbollah, le plus redoutable ennemi d'Israël. .../...

Les camps palestiniens d'Irak ont ainsi été démantelés lors de l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, et la population palestinienne expatriée vers l'Amérique latine. **L'Amérique du Sud abrite désormais la plus importante diaspora palestinienne hors du Monde arabe, où vivent 550.000 Palestiniens environ**, particulièrement au **Chili**, qui abrite 300.000 chiliens d'origine palestinienne, suivi du **Brésil** (70.000 personnes) et du **Pérou**. Les États-Unis envisagent d'en faire de même avec le grand camp palestinien d'Ein El Helwé, dans la banlieue de Saïda, sud-Liban. Mais ce qui était possible au temps de **la colonisation occidentale de la**

planète, –l'éradication des Amérindiens d'Amérique du Nord et des Incas d'Amérique du sud–, voire même du temps de la colonisation sauvage de la Palestine, pourrait ne plus être possible au XXI^e me siècle.

Le monde occidental est aux prises avec un «effondrement moral» significatif face à la redistribution globale du pouvoir, lequel échappe désormais aux mains de la sphère euro-américaine.

Plus concrètement, **«les peuples n'ont jamais oublié que la cause palestinienne et l'injustice faite aux Palestiniens étaient une source de mobilisation considérable. La question palestinienne reste pour les peuples arabes la mère des batailles»**, a fait valoir sur BFM TV, **M. Dominique de Villepin**, le plus lucide des hommes d'état occidentaux.

Face au «gouffre existentiel» créé en Israël par «l'horreur du 7 octobre», «nous sommes devant un gouffre géopolitique qui est l'absence de perspective face à une offensive terrestre massive», a estimé M. De Villepin. « Sur la scène internationale, il n'y a plus aucun garde-fou », a-t-il insisté, en soulignant que **les États-Unis n'avaient pas les moyens de régler la crise comme par le passé.**

.../...

Selon toute vraisemblance, «déluge Al Aqsa» quelque soit son bilan, devrait se conclure par la **comparution du premier ministre ultra droitier Benyamin Netanyahu devant une commission d'enquête pour ses responsabilités dans le désastre** d'un pays, qui a longtemps jouit d'une réputation de posséder une des armées les plus performantes du Monde et d'un service de renseignement tout aussi performant.

.../...

Depuis octobre 1973, Israël n'a plus jamais gagné aucune guerre dans toutes ses confrontations avec les Arabes. Suprême infamie, l'état hébreu a été contraint de se retirer militairement du Liban sans avoir atteint les objectifs initiaux de sa guerre, opérant un retrait sans gloire, en 2000, sous les coups de boutoir du Hezbollah, première formation militaire arabe à avoir provoqué le dégagement militaire israélien sans négociation, ni traité de paix.

«Super gendarme des États-Unis» pour le Moyen Orient et terreur de la zone pendant un demi siècle, Israël est désormais une fardeau pour la puissance américaine en phase de reflux. .../...

Le génocide israélien provoque une « destruction psychologique complète » des enfants de Gaza

Publié par: Brett Wilkins, le 15 mars 2024

afrique-asie.fr/le-genocide-israelien-provoque-une-destruction-psychologique-complexe-des-enfants-de-gaza/

[**Brett Wilkins** est rédacteur pour *Common Dreams*. Basé à San Francisco, son travail porte sur les questions de justice sociale, de droits de l'homme, de guerre et de paix. Cet article a été publié à l'origine sur *Common Dreams* et est reproduit avec l'autorisation de l'auteur. Antiwar.com / Traduit par Brahim Madaci]

« **Cinq mois de violence, de déplacement, de famine et de maladie, en plus de près de 17 ans de blocus, ont causé des dommages psychologiques incessants aux enfants de Gaza** », a déclaré **Save the Children**.

En plus de tuer, de mutiler et de déplacer de force des centaines de milliers d'enfants palestiniens, **l'assaut génocidaire d'Israël sur Gaza** a causé d'énormes dommages psychologiques aux enfants de la bande de Gaza, comme l'indique un rapport de *Save the Children* publié mardi.

Le rapport de l'organisation caritative, intitulé *Trapped and Scarred: The Compounding Mental Harm Inflicted on Palestinian Children in Gaza* (Piégés et marqués : L'aggravation des dommages mentaux infligés aux enfants palestiniens à Gaza), examine comment « cinq mois de violence, de déplacement, de famine et de maladie, qui s'ajoutent à près de 17 ans de blocus, ont causé des dommages psychologiques incessants aux enfants de Gaza ».

Jason Lee, directeur national de *Save the Children* pour le territoire palestinien occupé, a déclaré dans un communiqué qu' « **il est inacceptable qu'un enfant soit confronté aux horreurs que ceux qu'ont vécues les enfants de Gaza. Tout en évitant les bombes et les balles, en fuyant dans des rues jonchées de débris et de cadavres, en étant forcés de dormir en plein air et en étant privés de la nourriture de base et de l'eau potable dont ils ont besoin pour survivre, les enfants de Gaza traversent une période de choc et de chagrin à grande échelle** ».

« Les enfants de Gaza vivaient déjà dans une détresse inimaginable après 16 ans de blocus et d'escalades successives de la violence », a ajouté M. Lee. « Cette guerre et les cicatrices physiques et mentales qu'elle laisse aux enfants ne font qu'éroder davantage leur résilience ».

Une mère de quatre enfants âgés de 7 à 14 ans a déclaré à *Save the Children* qu'elle « **ne dirait même pas que leur santé mentale s'est détériorée – elle a été anéantie. Une destruction psychologique complète** ».

Une autre mère de Gaza a déclaré : « *Nos enfants ont déjà vécu plusieurs guerres. Ils manquaient déjà de résilience et il leur est maintenant très*

difficile de faire face à la situation. Les enfants sont effrayés, en colère et ne peuvent s'empêcher de pleurer. Beaucoup d'adultes font de même. C'est trop pour les adultes, et encore plus pour les enfants ».

Waseem, un père de famille, a déclaré que « les enfants d'ici ont tout vu. Ils ont vu les bombes, les morts, les corps – nous ne pouvons plus leur faire semblant. Maintenant, ils comprennent et ont tout vu. Maintenant, mon fils peut même dire quels types d'explosifs tombent – il peut entendre la différence ».

Selon le **Fonds des Nations unies pour l'enfance**, Gaza est « ***l'endroit le plus dangereux au monde pour un enfant*** », car plus de 13 000 mineurs palestiniens ont été tués et des milliers d'autres blessés par les attaques israéliennes, et des centaines de milliers d'enfants font partie des quelque 2 millions des 2,3 millions d'habitants de Gaza qui ont été déplacés de force par les bombardements et l'invasion d'Israël.

Les jeunes Palestiniens qui survivent aux bombes et aux balles israéliennes sont confrontés à des maladies et à une famine endémiques qui tuent non seulement les nourrissons et les enfants, mais aussi les adolescents et les adultes âgés, car **les soldats et les civils israéliens continuent de bloquer l'entrée de l'aide vitale à Gaza**. Les experts de l'ONU affirment que la **famine forcée des habitants de Gaza par Israël est un acte génocidaire** du type de ceux que **la Cour internationale de justice (CIJ)** a ordonné d'empêcher dans sa **décision préliminaire du 26 janvier**, en réponse aux allégations de génocide israélien formulées par **l'Afrique du Sud**.

De nombreux enfants palestiniens survivants ont perdu l'un de leurs parents ou les deux. Certains ont perdu des familles entières. Un nouvel acronyme a même été inventé pour décrire certains de ces orphelins : **WCNSF**, ou « *wounded child, no surviving family* » (enfant blessé, sans famille survivante).

L'**Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme**, basé à Genève, a recensé de nombreux cas d'exécutions sommaires de civils, dont des femmes et des enfants, par les troupes israéliennes. Le groupe accuse également les envahisseurs israéliens de **kidnapper des enfants palestiniens** et de les transférer de force hors de Gaza.

Les experts de l'**ONU**, quant à eux, ont demandé une enquête sur les rapports selon lesquels **les troupes israéliennes ont détenu arbitrairement, abusé sexuellement et exécuté des femmes et des filles palestiniennes à Gaza**.

Le rapport de **Save the Children** fait également état des traumatismes subis par les parents et les personnes qui s'occupent des enfants.

« ***La détresse émotionnelle liée à l'évitement des bombes et des balles, à la perte d'êtres chers, à la fuite dans des rues jonchées de***

débris et de cadavres, et au fait de se réveiller chaque matin sans savoir s'ils pourront manger, a également rendu les parents et les personnes qui s'occupent des enfants de plus en plus incapables de faire face à la situation », a déclaré le groupe. « Le soutien, les services et les outils dont ils ont besoin pour s'occuper de leurs enfants sont de plus en plus hors de portée. »

Les femmes enceintes ont connu des moments particulièrement difficiles, étant souvent contraintes d'accoucher dans des tentes, des rues et même des toilettes publiques en raison de la **destruction par Israël de maisons et d'établissements de soins de santé**. Certaines mères et certains membres du personnel hospitalier, fuyant les bombes israéliennes et les troupes d'invasion, ont été **contraints d'abandonner les nouveau-nés à leur sort et à la décomposition.** .../...

Comment les industriels ont dissimulé les effets indésirables graves des vaccins anti-Covid.

Par Nathaniel Mead, Stephanie Seneff, Russ Wolfinger, Jessica Rose, Kris Denhaerynck, Steve Kirsch, et Peter McCullough
Mondialisation.ca, 10 mars 2024

mondialisation.ca/comment-les-industriels-ont-dissimule-les-effets-indesirables-graves-des-vaccins-anti-covid/5687377

Notre compréhension des **vaccins anti-Covid à ARNm** et de leur impact sur la santé et la mortalité a considérablement évolué depuis les rapports sur les premiers essais randomisés de phase 3. Des problèmes liés aux méthodes, à l'exécution et aux rapports de ces essais sont apparus. Une nouvelle analyse des données de l'essai **Pfizer** a mis en évidence une **augmentation statistiquement significative des effets indésirables graves (EIG)** dans le groupe vacciné. Ces nombreux EIG ont été identifiés depuis l'autorisation d'utilisation d'urgence de ces produits, notamment des décès, des cancers, des incidents cardiaques et divers troubles auto-immunes, hématologiques, reproductifs et neurologiques.

Un article censuré à lire sur le blog de **Laurent Mucchielli** : [[Sociologue, directeur de recherches au CNRS \(Centre Méditerranéen de Sociologie, de Science Politique et d'Histoire\)](#)]

Cet article a été publié le 24 janvier 2024 après avoir passé normalement le processus de contrôle et d'évaluation par les pairs. Devant les pressions reçues en retour, il a ensuite été rétracté unilatéralement par la direction de la revue **Cureus** le 26 février. **Illustration dramatique de la censure sévissant jusque dans les institutions scientifiques** (et répétition de ce que nous avons subi en France lors de l'été 2021 lorsque nous avons déjà fait ces constats sur le seul plan statistique).

Référence initiale : *Mead M, Seneff S, Wolfinger R, et al. (2024), "COVID-19 mRNA Vaccines: Lessons Learned from the Registrational Trials and Global Vaccination Campaign", Cureus, 16 (1), e52876. DOI: 10.7759/cureus.52876*

Les auteurs de cet article ne déclarent aucun conflit d'intérêt avec les industries pharmaceutiques.

Traduction réalisée par Sylvie Réant et Hélène Banoun.

Nota bene : compte tenu de la longueur du texte, nous ne reproduisons pas ici les 293 références bibliographiques de l'article, ni ses annexes méthodologiques. Le tout est intégralement consultable en ligne sur le site de la revue.

cureus.com/articles/203052-covid-19-mrna-vaccines-lessons-learned-from-the-registrational-trials-and-global-vaccination-campaign#!/

Introduction et contexte

Notre compréhension des vaccins à ARNm contre le COVID-19 et de leur impact sur la mortalité a considérablement évolué depuis le déploiement des premiers vaccins en décembre 2020. Les premières études ont révélé le potentiel de ces produits biologiques pour la prévention de l'infection par le coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère (SARS-CoV-2). Sur la base des premiers essais contrôlés randomisés parrainés par **Pfizer-BioNTech** (New York, États-Unis ; Mayence, Allemagne) et **Moderna Inc.** (Massachusetts, États-Unis), les chercheurs ont conclu à une réduction notable du risque relatif (RR) de 95 % de l'infection symptomatique par le COVID-19. La concordance des résultats des deux essais a incité la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis à autoriser l'utilisation des vaccins à ARNm COVID-19 dans le cadre d'une autorisation d'utilisation d'urgence (EUA) le 11 décembre 2020, une décision qui a été suivie par la levée de l'aveugle et l'arrêt des essais.

Avant la procédure d'autorisation rapide, **aucun vaccin n'avait été autorisé à être commercialisé sans avoir été soumis à une période d'essai d'au moins quatre ans**, le record ayant été établi par **Merck & Co, Inc.** (New Jersey, États-Unis) en 1967 avec le développement du premier vaccin contre les oreillons au monde. Le vaccin de **Pfizer** (BNT162b2) a achevé le processus en sept mois. Les délais précédents pour les essais de phase 3 étaient en moyenne de 10 ans. **Les services de santé ont déclaré que le délai normal pour évaluer la sécurité des vaccins était**

de 10 à 15 ans. Dans le cas des vaccins COVID-19, l'innocuité n'a jamais été évaluée conformément aux normes scientifiques précédemment établies, car de nombreux tests d'innocuité et protocoles toxicologiques généralement suivis par la FDA ont été contournés. Les études précliniques sur la biodistribution du produit ARNm et les toxicités potentielles de doses répétées (pour imiter des vaccinations multiples) ont été contournées pour permettre des essais cliniques accélérés. La période d'observation minimale de 6 à 12 mois habituellement recommandée pour identifier d'éventuels effets indésirables à plus long terme liés au vaccin dans le groupe vacciné par rapport au groupe placebo est peut-être le critère d'essai le plus important qui a été évité grâce à la procédure d'autorisation rapide. Le délai de 10 à 15 ans précédemment établi pour l'évaluation clinique des vaccins a été jugé nécessaire pour garantir un temps suffisant pour surveiller le développement d'effets indésirables tels que les cancers et les troubles auto-immuns. Par souci de rapidité, les coordinateurs des essais *Pfizer* et *Moderna* ont donné la priorité à la réduction des risques symptomatiques liés à COVID-19 plutôt qu'aux EI graves et aux problèmes de mortalité. Rétrospectivement, il s'agit d'une grave erreur. Les récits historiques témoignent de cas où des vaccins ont été introduits prématurément sur le marché sous une pression énorme, pour ensuite révéler des effets indésirables invalidants, voire mortels. Citons par exemple la contamination des vaccins contre la polio en 1955, les cas de syndrome de Guillain-Barré observés chez des personnes vaccinées contre la grippe en 1976, et le lien entre la narcolepsie et un vaccin antigrippal spécifique en 2009. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant qu'un si grand nombre d'experts médicaux et de santé publique aient exprimé leurs inquiétudes quant au fait que **les vaccins à ARNm COVID-19 contournent le processus normal d'évaluation de la sécurité.**

Les incitations politiques et financières peuvent avoir joué un rôle clé dans l'affaiblissement du processus d'évaluation scientifique qui a précédé l'**EUA [(autorisation d'urgence)]**. Lalani et ses collègues ont documenté les investissements majeurs réalisés par le gouvernement américain bien avant l'autorisation. **Avant même la pandémie**, l'Institut national américain de la santé avait investi 116 millions de dollars (35 %) dans la technologie des vaccins à ARNm, la Biomedical Advanced Research and Development Authority (BARDA) avait investi 148 millions de dollars (44 %), tandis que le ministère de la défense (DOD) avait contribué à hauteur de 72 millions de dollars (21 %) au développement de vaccins à ARNm. La BARDA et le DOD ont également collaboré étroitement au codéveloppement du vaccin ARNm de *Moderna*, en y consacrant plus de 18 milliards de dollars, y compris des achats garantis de vaccins. Cela a impliqué le **préachat de centaines de millions de doses de vaccin ARNm**, ainsi qu'un soutien financier direct aux essais cliniques et à l'expansion des capacités de

production de *Moderna*.

Les fonds publics alloués au développement de ces produits dans le cadre de l'opération *Warp Speed* ont dépassé les investissements réalisés dans le cadre de toute initiative publique antérieure. Dès le début de la pandémie, 29,2 milliards de dollars (dont 92 % provenant de fonds publics américains) ont été consacrés à l'achat de produits à base d'ARNm COVID-19 ; 2,2 milliards de dollars supplémentaires (7 %) ont été consacrés au soutien des essais cliniques, et 108 millions de dollars (moins de 1 %) ont été alloués à la fabrication et à la recherche fondamentale. Ces dépenses abondantes de l'argent du contribuable se sont poursuivies tout au long de la pandémie : La BARDA a dépensé 40 milliards de dollars supplémentaires pour la seule année 2021.

L'utilisation de l'argent du contribuable américain pour acheter autant de doses à l'avance suggère qu'avant la procédure d'autorisation de mise sur le marché, les agences fédérales américaines avaient un fort penchant pour la réussite des essais d'homologation. En outre, on peut raisonnablement supposer que des intérêts aussi importants auraient pu influencer la décision d'interrompre prématurément les essais d'homologation. La levée de l'insu a essentiellement annulé l'élément « contrôlé par placebo » des essais, **éliminant le groupe de contrôle et compromettant ainsi la capacité d'évaluer objectivement le profil de sécurité des vaccins ARNm et les effets indésirables graves (EIG) potentiels**. Ainsi, bien que l'autorisation accélérée ait montré la détermination du gouvernement à fournir ces nouveaux produits, elle a également suscité des inquiétudes chez de nombreux experts concernant les questions de risque et de bénéfice et a effectivement éliminé la possibilité d'en savoir plus sur les effets néfastes potentiels à long terme des inoculations à l'ARNm. Les pressions politiques exercées pour trouver rapidement une solution ont pu compromettre la rigueur et l'intégrité du processus d'évaluation scientifique, tout en minimisant et en occultant les préoccupations scientifiques concernant les risques potentiels associés à la technologie de l'ARNm.

Les préoccupations relatives à l'insuffisance des tests de sécurité vont au-delà des normes et pratiques habituelles d'approbation réglementaire. Bien que nous utilisions les termes « vaccin » et « vaccination » tout au long de cet article, **les produits à base d'ARNm COVID-19 sont également appelés produits de thérapie génique (GTP gene therapy product)**, car il s'agit essentiellement d'un cas d'application de la technologie GTP à la vaccination. La réglementation européenne impose l'inclusion d'un antigène dans les vaccins, mais aucune protéine immunogène n'est contenue dans ces vaccins ARNm. **La plateforme vaccinale PTG est étudiée depuis plus de 30 ans en tant que traitement expérimental du cancer, les termes thérapie génique et vaccination par ARNm étant souvent utilisés de manière interchangeable**. Cela est dû au mode d'action

spécifique des produits ARNm : les brins d'ARNm synthétiques, encapsulés dans un véhicule protecteur de nanoparticules lipidiques (LNP), sont traduits dans les cellules en une protéine spécifique qui stimule ensuite le système immunitaire contre une maladie spécifique. On pourrait également parler de promédicaments, car ces produits stimulent la fabrication de la protéine cible par l'organisme du receveur. Comme il n'existait aucune réglementation spécifique à l'époque du processus d'approbation rapide, les organismes de réglementation ont rapidement « adapté » les produits, généralisé la définition du terme « vaccin » pour les prendre en compte, puis les ont autorisés pour la toute première fois dans le cadre d'une autorisation d'utilisation en Europe contre une maladie virale. Cependant, la raison pour laquelle ces produits sont réglementés en tant que vaccins et exclus de la surveillance réglementaire en tant que GPT **manque de justification scientifique et éthique**. (Remarque : tout au long de cette étude, les termes « vaccins » et « vaccinations » seront utilisés indifféremment pour désigner les injections, les inoculations, les produits biologiques ou, plus simplement, les produits).

En raison de la reclassification des PTG en tant que vaccins, aucun de leurs composants n'a fait l'objet d'une évaluation approfondie en termes de sécurité. **La principale préoccupation, en bref, est que les produits ARNm de COVID-19 peuvent transformer les cellules du corps en usines de protéines virales qui n'ont pas d'interrupteur (c'est-à-dire pas de mécanisme intégré pour arrêter ou réguler une telle prolifération)**, la protéine de pointe (protéine S) étant générée pendant des périodes prolongées, **provoquant une inflammation systémique chronique et un dysfonctionnement immunitaire**. Cette protéine S est le dénominateur commun entre le coronavirus et le vaccin, ce qui contribue à expliquer la **similitude fréquente des effets indésirables générés par l'infection et l'inoculation**. La protéine S induite par le vaccin est plus immunogène que la protéine S induite par le virus.

Du coup, **la production accrue d'anticorps est également associée à une immuno-pathologie plus sévère et à d'autres effets indésirables**. Les produits *Pfizer* et *Moderna* contiennent de l'ARNm avec deux codons modifiés qui donnent une version de la protéine S stabilisée dans son état de pré-fusion. Cette technologie d'ARN modifié au niveau des nucléosides vise à prolonger la persistance de l'ARNm synthétique dans l'organisme. Lorsque la protéine S pénètre dans la circulation sanguine et se diffuse dans le système, elle peut devenir un facteur contribuant à divers effets indésirables chez les personnes sensibles.

Dans cet article, nous revenons sur les essais d'enregistrement et passons en revue les analyses des effets indésirables de ces essais et d'autres études pertinentes. **La plupart des révélations n'ont été faites que récemment, en raison de la censure généralisée exercée ces dernières années sur les professionnels de la santé et les chercheurs qui**

remettaient en question le discours dominant de l'industrie du vaccin.

Nous commencerons par nous concentrer sur les deux essais randomisés en double aveugle contrôlés par placebo qui ont abouti à l'**EUA** (autorisation d'urgence), puis nous explorerons en profondeur les divers effets indésirables des inoculations d'ARNm, en nous référant fréquemment aux essais originaux. Dans un contexte post-pandémique où l'urgence immédiate s'est estompée, des revues critiques de la littérature comme celle-ci peuvent jouer un rôle important en nous aidant à réévaluer la base scientifique des préoccupations de sécurité bien fondées du grand public concernant les vaccinations à ARNm COVID-19.

Réexamen des essais d'homologation

Au début de la pandémie, les responsables américains de la santé publique ont promis que les essais de phase 3 prouveraient que les vaccins à ARNm COVID-19 étaient « sûrs et efficaces », notamment en ce qui concerne la réduction des maladies graves, des hospitalisations et des décès, avec comme critère secondaire la prévention de la transmission et de l'infection. Neuf fabricants de vaccins ont publié une déclaration commune sans précédent dans laquelle ils s'engageaient à ne pas demander prématurément un examen réglementaire. Ces deux séries d'assurances ont été données à une population qui souffrait déjà d'une **lassitude à l'égard de la pandémie, principalement due aux mesures de confinement, au masquage, à la distanciation sociale et à d'autres restrictions imposées par les mêmes organismes responsables de la mise en place du programme de vaccination**. Malgré la rhétorique, **aucun grand essai randomisé en double aveugle contrôlé par placebo n'a jamais démontré de réduction de la transmission du SRAS-CoV-2, des hospitalisations ou des décès.** ... /...

Sous-déclaration des préjudices et problèmes d'intégrité des données

La sous-déclaration des préjudices graves, y compris des EIG (effets indésirables graves), est un autre problème important qui ne suscite souvent qu'une attention limitée dans le domaine public. Notamment, les préjudices graves qui entravent considérablement les activités quotidiennes et la qualité de vie sont universellement sous-déclarés dans les essais randomisés, en particulier dans les études parrainées par l'industrie. **Ces effets indésirables pourraient être plus fréquents chez les personnes vaccinées avec l'ARNm et qui sont ensuite infectées par le SRAS-CoV-2**. Si, en principe, les examens systématiques des essais randomisés constituent une source fiable de données, **les rapports d'essais de médicaments ne font invariablement pas état de préjudices graves**. Cette sous-notification semble exceptionnellement évidente dans le contexte des essais de vaccins. Dans le cas des essais du vaccin COVID-19, la sous-notification était également structurelle, car les participants ont été désaveuglés au cours de la phase ouverte de l'essai Pfizer, et les

personnes ayant reçu le placebo se sont vues proposer le vaccin quelques semaines seulement après l'autorisation en urgence (EUA). **La levée de l'insu a eu lieu sans laisser suffisamment de temps pour identifier les effets nocifs tardifs ou diagnostiqués associés aux vaccins.** Était-ce nécessaire, étant donné qu'aucun des décès survenus dans le cadre de l'essai *Pfizer* n'a été attribué à la COVID-19 en tant que cause principale, et compte tenu de l'IFR (taux de létalité) très faible pour une population relativement saine ?

Classen note que les coordinateurs de l'essai ont utilisé une approche aléatoire du suivi des EI et que l'impact potentiellement nocif de ces produits biologiques sur les résultats de santé était donc plus important que ce qui est généralement reconnu. ... /... Pour aggraver les choses, **le public n'a jamais été autorisé à accéder aux données brutes des essais d'homologation, ce qui a empêché la communauté scientifique de procéder à une vérification indépendante des effets indésirables** (ceux-ci ont été révélés plus tard, après la distribution à grande échelle des inoculations). **Ce secret a peut-être permis à l'industrie de présenter plus facilement une estimation gonflée et déformée des avantages des injections génétiques, ainsi qu'une sous-estimation flagrante des inconvénients potentiels.** ... /...

Conclusions

Une évaluation attentive et objective de la sécurité du produit AERNm anti-COVID-19 est cruciale pour le respect des normes éthiques et la prise de décision fondée sur des données probantes. Notre analyse narrative des essais d'homologation et des suites de l'EUA permet de comprendre comment ces vaccins génétiques ont pu être mis sur le marché. Dans le contexte des deux essais clés, la sécurité n'a jamais été évaluée d'une manière conforme aux normes scientifiques précédemment établies, que ce soit pour les vaccins ou pour les GTP, la classification la plus précise de ces produits. **De nombreux résultats clés des essais ont été soit mal rapportés, soit entièrement omis dans les rapports publiés. La FDA et les fabricants de vaccins ont contourné les protocoles habituels de tests de sécurité et les exigences toxicologiques, et l'arrêt prématuré des deux essais a empêché toute évaluation impartiale des effets secondaires potentiels en raison d'un délai insuffisant pour une évaluation correcte de l'essai.** ... /...

Depuis le début de l'année 2021, la surmortalité, les événements cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux et d'autres EIG ont **souvent été attribués à tort à COVID-19 plutôt qu'aux vaccinations par l'ARNm anti-COVID-19.** L'attribution erronée des EIG à la COVID-19 peut souvent être due à l'amplification des effets indésirables lorsque les injections d'ARNm sont suivies d'une infection par un sous-variant du SARS-CoV-2. **Les lésions causées par les produits à ARNm sont similaires aux symptômes du Covid long et à la maladie aiguë sévère**

COVID-19, occultant souvent les contributions étiologiques des vaccins. Les injections de rappel multiples semblent provoquer un dysfonctionnement immunitaire, contribuant ainsi paradoxalement à accroître la susceptibilité aux infections COVID-19 avec des doses successives. Pour la grande majorité des adultes de moins de 50 ans, les avantages perçus des injections de rappel d'ARNm sont largement compensés par leurs inconvénients potentiels, qui peuvent être invalidants ou mettre la vie en danger. Les dommages potentiels pour les adultes plus âgés semblent également excessifs. Compte tenu des effets secondaires bien documentés et du rapport inacceptable entre les avantages et les inconvénients, nous demandons instamment aux gouvernements d'approuver et d'appliquer un moratoire mondial sur ces produits à base d'ARNm modifié jusqu'à ce que toutes les questions pertinentes relatives à la causalité, à l'ADN résiduel et à la production de protéines aberrantes aient trouvé une réponse.

Covid : les profiteurs de la crise...

par rosemar ; lundi 18 mars 2024

agoravox.fr/tribune-libre/article/covid-les-profiteurs-de-la-crise-253695

C'est dans ce monde là que nous vivons : celui des profiteurs, des agioteurs, des spéculateurs pour qui seul l'argent compte, au mépris de la santé, de la dignité humaine et du bonheur des hommes...

"Dans le paysage de la biologie médicale, 6 sociétés règnent en maîtresses : les sociétés ***Eurofins, Gerba, Biogroup, Inovie, Unilabs et Synlab...***"

Pendant la période de la pandémie, elles se sont partagées la manne des tests PCR : à 73 euros le test au plus fort de la crise, ce fut un sacré gueuleton !

En 2020, le chiffre d'affaires du clan a bondi de 85% : 7 milliards d'euros versés intégralement par la sécu ! Et la sécu, c'est nous...

A l'automne 2022, au sortir de la pandémie, l'état annonce vouloir mettre un terme au festin.

"C'est un secteur qui a largement profité de la crise Covid.", dit alors le ministre de la santé, **François Braun** qui veut imposer aux labos une baisse des remboursements de la Sécu. L'objectif est d'économiser 1 milliard d'euros d'ici à 2026, soit 250 millions par an, un effort raisonnable, selon le ministre.

Les biologistes sont d'accord pour une économie de 250 millions d'euros, mais uniquement en 2023.

Pour faire plier le gouvernement, les labos ferment leurs portes pendant plusieurs jours, d'abord en novembre et en décembre 2022, puis en janvier 2023. Les Français ne peuvent plus réaliser ni test PCR ni analyse médicale de routine... Les biologistes, eux, viennent dans les médias justifier leur drôle de grève : *"La manne Covid est bien une fable et en fait, le gouvernement et la CNAM se servent de ce prétexte pour baisser durablement le remboursement de la Sécurité Sociale, et donc, c'est ce qui nous alerte. Les conséquences sont dangereuses. On ne peut pas jouer avec la santé des Français comme ça."*

Il ne manquait plus que le **chantage à l'emploi** :

"On sait qu'on va être obligé forcément de réduire notre masse salariale et de jouer sur nos effectifs."

Au ministère de la Santé, l'homme qui a osé demander des économies aux laboratoires est interrogé par des journalistes : il s'agit de François Braun. *"Les labos ont répondu à une commande du gouvernement, lors de la crise du Covid, mais de fait, par l'argent de la Sécurité Sociale, il y a eu des bénéfices hors normes. Et l'argent de la Sécurité Sociale, c'est l'argent des Français et mon rôle est de le dépenser à bon escient."*

Quatre jours après le départ de François Braun (à la suite d'un remaniement ministériel), un accord est signé avec les labos et il leur est, en fait, très favorable... ils devront faire d'ici à 2026 environ 550 millions d'euros d'économie bien loin du milliard voulu par François Braun.

Parmi ces labos qui se sont battus pour préserver la manne Covid : **Eurofins**, ce groupe français est le numéro 1 mondial des analyses, il est présent sur 4 continents, il teste les aliments, les produits pharmaceutiques, cosmétiques, l'environnement... et pendant la pandémie, Eurofins a développé ses propres réactifs et fait des tests PCR à gogo.

A la tête de cette entreprise prospère, se trouvent les frères **Martin**. Grâce au Covid, ils ont vu leurs résultats exploser.

Gilles Martin a révélé : *"Le Covid a généré plus d'un 1,4 milliard d'euros de chiffre d'affaires sur un total de plus de 6,7 milliards d'euros..."*

Question : qu'ont fait ces dirigeants de la manne Covid ? Impossible pour les journalistes de les interroger. Visiblement, les Martin veulent rester discrets sur les profits liés au Covid...

.../...

En deux ans de crise Covid, la fortune personnelle des frères Martin aurait doublé !

Si le Covid a autant profité aux labos, c'est parce que, ces dernières années, la biologie médicale s'est complètement transformée...

Des petits laboratoires de quartier sont devenus en 30 ans des mastodontes ultra rentables.

Avant, un laboratoire ne pouvait appartenir qu'à un seul biologiste et un biologiste ne pouvait détenir qu'un seul laboratoire : **la santé ne devait pas être commerciale et devait être protégée par des règles contraignantes.**

A partir de 1995, ces verrous vont progressivement sauter : **des lois successives autorisent les biologistes à se regrouper et à ouvrir leur capital à des investisseurs extérieurs.**

L'idée, c'est d'avoir des labos plus importants, qui sont capables de traiter des volumes d'analyse plus importants, en centralisant leurs activités.

Aujourd'hui, 6 entreprises détiennent 80% des 4200 sites en France... et leurs affaires sont devenues si rentables qu'elles attirent des acteurs purement financiers. Quoi de plus sûr comme payeur que l'**Assurance maladie** ? La Sécurité Sociale paye très rapidement.

Le dernier labo en date à avoir cédé aux sirènes de la finance, c'est **INOVIE**... plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaire pendant le Covid ! Cette machine à cash attire **des fonds d'investissements étrangers.** Un biologiste d'**INOVIE** raconte sous anonymat : "*En août 2021, on nous apprend qu'on va être racheté, on nous dit que le prix de nos parts est valorisé à 320%, donc on s'est retrouvé après la vente avec plus de 3 millions d'euros. Gagner tous ces millions, c'est très attrayant, mais moi personnellement, je suis choqué, parce qu'on est une profession médicale et on est payé par les remboursements de la Sécu.*"

.../...

Une infirmière du groupe **INOVIE** témoigne : "*Seule la rentabilité compte, plutôt que la qualité relationnelle, il faut aller vite, le patient est devenu un client, nous, on n'est plus personnel soignant, on est un outil de rentabilité...*" Elle dénonce la pression managériale et la dégradation des conditions de travail.

"*La qualité, c'est la rapidité maintenant, je suis contrainte de bousculer les gens, c'est une maltraitance.*", dit-elle. Pour cette infirmière, cette situation serait **une conséquence de la financiarisation de la santé** dans laquelle son groupe s'est engouffré.

Climat social délétère, burn-out, mépris, fatigue du personnel, polyvalence, flexibilité, suppression de postes, l'argent à tout prix, prise en charge des assurés qui se dégrade, course effrénée à la rentabilité...

Le scandale et l'arnaque des tests PCR : des milliards d'euros engloutis

Mensonges & ManipulationSanté / 11 mars 2024 par Yoann

reseauinternational.net/le-scandale-et-larnaque-des-tests-pcr-des-milliards-deuros-engloutis/

Pour entretenir la "crise sanitaire" en France, **les tests PCR et antigéniques ont été une arme redoutable**. Leur coût exponentiel a atteint des proportions astronomiques, dépassant les 8,8 milliards d'euros. Pendant ce temps, le coût de construction d'un hôpital est estimé à environ 300 millions d'euros... Ces chiffres révèlent un dysfonctionnement majeur (volontaire ?) dans les priorités gouvernementales, mettant en lumière une gestion chaotique de la crise par le président Emmanuel Macron et son administration. Il est temps de remettre en question les choix politiques et de demander des comptes sur la manière dont les fonds publics sont dépensés.

Des tests inutiles, des coûts exorbitants :

Le coût exorbitant des tests PCR et antigéniques dépasse largement les estimations initiales. Avec plus de 8,8 milliards d'euros dépensés, il est impératif de se demander si cet argent a été utilisé de manière judicieuse. Les tests, dont l'utilité reste plus que discutable, ont été présentés comme un outil essentiel dans la lutte contre la pandémie. **Cependant, alors que les gens attendent dans les couloirs des urgences, le contraste entre les milliards dépensés pour les tests et l'insuffisance des ressources hospitalières est flagrant.**

.../...

La tromperie généralisée :

Les politiciens et les médias ont martelé l'idée que les tests étaient gratuits, ce qui s'est avéré être une tromperie flagrante. **Les mensonges délibérés du gouvernement ont sapé la confiance du public et ont détourné l'attention des véritables problèmes de santé publique.** On espère qu'il est clair maintenant pour une majorité de nos concitoyens que **l'objectif principal était de semer la peur et de gonfler artificiellement le nombre de cas, peu importe le coût financier ou moral.**

Une gestion incompétente :

La priorité donnée aux tests PCR au détriment de l'investissement dans des infrastructures de santé solides révèle l'incompétence et les priorités tordues du gouvernement Macron. Alors que les hôpitaux croulent sous la pression et que les patients souffrent des conséquences de décisions politiques erronées, il est clair que la rhétorique spectaculaire de Macron ne peut masquer l'inefficacité de son administration.

Profiteurs et défaillances :

Pendant que les actionnaires se remplissent les poches et que les capitaux fuient vers des paradis fiscaux, l'hôpital public français est en train de

s'effondrer. **Des milliards ont été gaspillés pour entretenir un récit de pandémie catastrophique, tandis que les besoins réels de la population sont ignorés.** Cette gestion désastreuse met en évidence une crise bien plus profonde que celle du simple domaine de la santé.

Transmission personnelle le 31/03/2024 d'un article par Olivier MÉTELLUS
Site : jeanmetellus.com

ÉCHO D'HAÏTI

Texte écrit ces jours-ci dans le chaos haïtien

par **Witensky Lauvance**

(pour mémoire, le premier lauréat du prix **Jean Métellus** [en France : à Paris]

en mars 2023 avec son recueil : « *À partir du chaos* »)

Article à ce sujet sur le quotidien *Le National* [de Haïti].

lenational.org/post_article.php?cul=953

"Je ne suis pas vraiment libre si je prive quelqu'un d'autre de sa liberté. L'opprimé et l'opresseur sont tous deux dépossédés de leur humanité."

Nelson Mandela

Des ombres épaisses s'élèvent sur nos têtes, pareilles à des voiles funestes, qui ensèrent les rayons de soleil et étouffent leur douce chaleur. Nous vivons une ère qui plante ses crocs acérés dans la chair rouge du quotidien et nous ne savons plus depuis combien de temps s'étire, cette époque indomptable. Un stress tenace, tel un poison vénéneux, coule dans nos veines. Suite au funeste concert des armes, les cris lacèrent la nuit, harponnent le silence de leur stridence déchirante, saturent l'air de leur douleur lancinante. Un vide glacial s'installe en nos âmes, tandis que le silence complice des autorités se fait de plus en plus assourdissant. Les murs de nos demeures, autrefois témoins de la vie qui y palpitait, portent désormais les stigmates de la violence et de la terreur, cicatrices gravées dans la chair de notre mémoire.

À Port-au-Prince, nous marchons dans une ville qui nous arrache nos

amitiés, nos amours, tandis que la barque fragile de l'espoir sombre lentement. Les familles, jadis unies par l'amour et la solidarité, se dispersent, cherchant désespérément un havre de paix au milieu de ce chaos dévorant. Mille et une fois, nous avons crié avec des milliers de voix en naufrage dans le sang, des voix d'exilés in-vitro, victimes des frontières internes, des « territoires perdus » dont la liste ne cesse de s'allonger.

Un peu partout, des êtres pyromanes allument des brasiers funestes, autant de jugements derniers ; comme pour purifier la terre souillée. Leurs cœurs desséchés, assoiffés, ne trouveraient-ils apaisement que dans les flammes destructrices ?

À la *Rue de l'Enterrement*, le Centre Culturel *Araka*, temple culturel de la ville, n'a pas trouvé grâce aux yeux de ces hommes aux cœurs encagoulés. Il n'a pas échappé à leurs flammes ignorantes et voraces. Le secteur culturel se meurt aussi, étouffé par l'insécurité galopante qui gangrène nos rues et gagne nos maisons. **Seule l'entreprise des ténèbres semble prospérer dans ce cauchemar éveillé, orchestré contre un peuple désorienté.**

La joie, autrefois pure et lumineuse, est devenue une denrée rare. Nous sommes plongés dans une course effrénée contre la montre, contre la mort ; nos heures heureuses aspirées par le tourbillon de la violence.

Il y a bien des années que les charmantes virées au *Champ de Mars* ont cessé, que la peur marche à grands pas dans nos rues, résonnant lourdement, martelant nos âmes de son rythme oppressant. Dans ce théâtre de l'absurde, les plus faibles sont relégués au rôle de victimes impuissantes. Alors dans cette tourmente infernale, comment continuer à résister ? Comment rester debout face à l'obscurité qui nous cerne de toutes parts ? Comment faire front aux pourvoyeurs de ténèbres, à ceux qui veulent notre perte ?

Souvent, je pense à nos enfants. Je me dis qu'il faut leur apprendre à ne pas laisser le désespoir atteindre le cœur, à tout faire pour l'en empêcher, pour le contrecarrer ; car je sais dès que le mal touche le cœur, il devient presque irrémédiable. Il nous incombe d'offrir d'urgence aux enfants une lueur d'humanité au milieu de l'horreur, de préserver leur innocence pour les jours à venir. Ces enfants qui n'ont pas encore croqué dans la pulpe de l'existence. Ces enfants qui, à peine nés, sont pris dans le tourbillon rageur de la méchanceté humaine, victimes d'une enfance empoisonnée. Quelles idées vont-ils se faire de leur terre ? Quelles idées se font-ils du monde ? Auront-ils le temps d'être conviés à cette grande fête qu'est la Vie ?

Mais je suis un lâche. Mon peuple souffre et mes mots semblent bien vains. Aucun poème ne peut abriter les habitants d'une ville contre la pluie de

balles qui s'abat. Aucun mot n'offrira refuge à cette petite fille qui court, laissant ses livres et ses jouets dans une maison brûlée par des hommes qui ont peur de l'enfance. Aucune strophe ne couvrira le bruit des larmes de ce petit garçon sur son maillot. Que peut-on, lorsqu'on n'a que des mots à offrir ? **Mais l'écriture, c'est justement ce refus de l'impuissance, de la désolation, ce refus du silence complice, ce refus de l'horrible, ce refus d'embrasser l'inacceptable.**

J'entends souvent mes pairs affirmer que nous sommes une génération brisée, mutilée. Toute une jeune génération qui assiste à des gens qu'elle n'a pas choisis, tuer ses rêves collectifs, lui façonner un lendemain plus qu'incertain. Et toute la douleur prend chair dans la voix de l'indignation qui signifie notre refus de nous aligner. Pourtant maintenant, par quel procédé tenter de réparer ces âmes ébréchées ?

Malgré cette danse macabre dont nous n'apprendrons jamais les pas, malgré cette épreuve qui a déjà trop duré, nous ne perdons pas de vue que **nous sommes les héritiers d'une histoire de résilience et de lutte.** Non, cela ne sera pas emporté par le fleuve ingrat de l'oubli. Malgré la douleur qui nous étreint, nous cultivons l'espoir d'un lendemain avec moins de ciels écorchés, moins de souffles coupés.

« On » me dira que ce sont nos propres politiques consumés par leur soif d'argent et de pouvoir qui se sont alliés à une « communauté internationale » friande de nos malheurs, semant la haine entre frères qui devraient se soutenir. « On » aura peut-être raison. Mais je répondrai, à qui veut l'entendre, qu' **il est encore des hommes et des femmes à l'échine droite sur cette terre qui a tant souffert.** Et que chacun sait en lui-même de quel côté de l'histoire, il se positionne.

Witensky LAUVINCE

20 mars 2024

Léogâne, Haïti

Transmission personnelle le 08/04/2024 d'un article par Alain SGAULT

Site : ateliersdartistes.com

**DÉSORDRES CROISSANTS DANS UN MONDE
EN SURCHAUFFE**

Par Yves GUILLERAULT
Son blog : blogs.mediapart.fr/yves-guillerault

02 Avril 2024

Source : blogs.mediapart.fr/yves-guillerault/blog/020424/desordres-croissants-dans-un-monde-en-surchauffe

(Pour info : à consulter si volonté de voir les quatorze indications en notes, non reprises dans ce relais de publication)

Lorsqu'on chauffe un corps, ses particules s'agitent dans un désordre croissant. Les turbulences du monde semblent suivre la progression du réchauffement climatique. Guerres, terrorisme, criminalité, migrations, rébellions, illustrent l'agitation des sociétés humaines. De plus, notre monde technologique, structure dissipative d'énergie, produit de l'entropie, se complexifie et donc se fragilise.

L'agitation thermique est le mouvement spontané et désordonné des molécules ou atomes d'un corps physique lorsque sa température augmente, comme l'eau dans une bouilloire. La société humaine n'est ni plus ni moins qu'une structure dissipative d'énergies carbonifères qui, se faisant, augmente son entropie interne (désordre croissant). L'effet de serre interrompt les flux d'énergie et les possibilités de retour au mécanisme d'équilibre thermique. Cela fait monter sa température, entraînant une agitation des esprits (molécules) de plus en plus aléatoire et donc désordonnée, cause de désordres sociétaux et physiques sur notre petite planète.

À commencer par les conflits de toute nature dont la courbe de croissance semble suivre celle des températures. L'ONU constatait dès 2020 « *une recrudescence des conflits et violences* » depuis sa création – par ailleurs preuve de son impuissance. « *Les conflits sont moins meurtriers [c'était avant les deux guerres de Gaza et d'Ukraine], mais durent plus longtemps et opposent plus souvent des groupes internes que des États. Les homicides sont plus fréquents dans certaines régions du monde et les actes de violence fondés sur le genre se multiplient. Par ailleurs, les progrès technologiques favorisent l'utilisation comme armes des bots, des drones, de la retransmission en direct, des cyberattaques, des logiciels rançonneurs et du piratage de données. Dans le même temps, la coopération internationale est soumise à rude épreuve et la capacité mondiale de prévenir et régler les conflits et les violences sous toutes leurs formes s'en trouve affaiblie.*»

Depuis plusieurs mois, **les dirigeants occidentaux distillent une petite musique funèbre tendant à préparer les esprits à une extension de la guerre de Poutine au continent européen.** « *L'Europe est entrée dans l'ère de l'avant-guerre* », a assené récemment **Donald Tusk**, président polonais et ancien président du Conseil de l'Europe. Dans le même temps, **au massacre perpétré par les hordes sauvages du Hamas répond l'anéantissement méthodique du peuple de Gaza et une potentielle extension à tout le Moyen-Orient** (Liban, Mer Rouge...) Deux guerres qui font passer à la trappe médiatique des dizaines d'autres boucheries en cours ou émergentes, ayant des prétextes religieux, ethniques, de captation de ressources, de prise de pouvoir. **Le grand ordre étatique plus ou moins stable issu de la dernière guerre mondiale et de la décolonisation partielle, est aujourd'hui bousculé par le terrorisme, la résurgence des extrémismes religieux ou encore par la mondialisation des réseaux de drogue et autres trafics.** Les gangs ont pris le pouvoir dans la capitale haïtienne tandis la Mocro Maffia (mafia marocaine de la drogue) menace les fondements de l'état des Pays-Bas. Le site *Sécurité et défense* pose même la question de « narco-Etats » au sein de l'Europe. « *Les efforts pour résoudre les conflits sont compliqués par les profonds changements géopolitiques, ainsi que par l'importance croissante des acteurs non étatiques, allant des militants religieux aux gangs criminels* », constate le *Crisis group*, ONG qui tente de prévenir les conflits. Ses membres observent une multiplication des guerres « *depuis environ 2012, après une baisse dans les années 1990 et au début des années 2000* ». « *Pouvons-nous empêcher que les choses empirent ?* », s'interrogent-ils en listant dix conflits à surveiller cette année.

« **Pouvons-nous empêcher que les choses empirent ?** »

Ce désordre grandissant est illustré aussi par les coups de chaud politiques. Les autocrates belliqueux et autres leaders inflammables se multiplient comme n'importe quelle espèce invasive. Si le nombre de démocraties a progressé jusqu'en 2016-2017, il y a depuis une poussée des autocraties : on compte aujourd'hui 88 autocraties (dont 30 complètement fermées) contre 82 il y a huit ans, et 90 démocraties contre 96. **Le glissement progressif de pays démocratiques vers plus de répression et d'autoritarisme** ; le retour d'un **Trump** fantasque à la tête de la première puissance militaire du monde ; l'extrême droite qui métastase dans les démocraties avec, dans son sillage, des groupes violents et racistes ;

les coups d'états menés par d'obscurs galonnés, ne peuvent que faire monter la température et aggraver les fractures des sociétés, et donc provoquer des mouvements aléatoires et désordonnés de groupes d'individus plus ou moins importants, plus ou moins armés. C'est le cas aussi bien de ***l'État islamique*** ou de ***Boko Haram*** que de populations pourchassées, opprimées, embastillées pour leur identité (Palestiniens, Ouïghours, Rohingya, Kurdes...) et qui ne peuvent qu'entrer en résistance pour survivre ou migrer.

Plus la société humaine optimise sa dissipation (consommation) d'énergie, plus les turbulences seront grandes. **Le capitalisme est le principal facteur de cette débauche énergétique qui échauffe le monde vivant**, projetant ses particules élémentaires (molécules atmosphériques, migrants, belligérants...) dans une agitation incontrôlable. La course, souvent violente, aux stocks limités de ressources, l'instabilité économique et financière, la multiplication des crises (après au moins deux millénaires de stabilité), découlent de ce processus. L'émergence de nouvelles pandémies ou la prédominance de maladie de civilisation (obésité, diabète, Sida, hépatite C, certains cancers...) illustre **l'entropie grandissante de notre société confrontée aux ravages de sa technologie et engluée dans ses pollutions devenues planétaires**.

La société humaine, dont les corps se fragilisent, ressent ce désordre croissant souvent dans sa chair, tout en continuant à alimenter le feu sous la marmite et en se réfugiant dans des mondes « alternatifs » : drogue, métavers, deepfakes, *intelligence* artificielle, réseaux asociaux, jeux vidéo... ne mettant plus pied à terre, coupant les derniers liens avec son biotope, sa bulle de survie. L'individu est désormais la grenouille dans la casserole d'eau posée sur le feu.

Une société humaine plus complexe donc plus fragile

C'est la différence entre une deux-chevaux à la mécanique simplissime que l'on peut réparer soi-même et un SUV bourré d'électronique, victime d'une panne d'ordinateur ou de capteur, dépendant de moyens technologiques poussés pour identifier la panne, du commerce mondial pour récupérer les pièces et d'un professionnel qualifié pour réparer (et ne parlons pas de la facture).

Outre les désordres dus à l'échauffement de notre atmosphère, la complexité grandissante de la civilisation mondialisée, son interdépendance dans tous les domaines, la rend plus fragile. Si les

techno-scientistes et les transhumanistes pensent pouvoir régler tous nos problèmes avec la technologie et la science, c'est paradoxalement cette technologie qui nous rend de plus en plus vulnérables. L'humanité s'est globalisée, s'est interconnectée (réseau internet et numérisation, commerce mondial et transports) et si la multiplicité des sources (matérielles, informatives) enrichi notre monde, elle crée des dépendances, voire des addictions, qui réduisent nos facultés d'adaptation. Dans l'agitation de la toile et des réseaux asociaux, il y a en effet pertes d'informations. C'est la perte de mémoire des catastrophes passées et des précautions à prendre, dans l'illusion que nos moyens technologiques y pourvoient. C'est une perte de savoirs basiques que l'on délègue aux moteurs de recherche, aux algorithmes et désormais à *l'intelligence* artificielle : se diriger grâce à une carte et à des repères visuels, cultiver sa propre pitance, construire un abri, s'adonner à la cueillette de comestibles sauvages, réparer soi-même les objets du quotidien... C'est se priver de possibilités d'adaptation, de résilience et se livrer sans défenses au désordre grandissant. Ce n'est pas du survivalisme, c'est la vie réelle qu'on ne trouve pas dans les canalisations d'Internet.

L'extrême fragilité de notre civilisation vient aussi du fait que ses connexions sont particulièrement vulnérables, malgré les assurances des états et des entreprises. Les câbles Internet (85 % des flux), simplement posés sur le fond des océans, sont dans le viseur de tous les services spéciaux pour en retirer la substantifique moelle des données, mais également, en cas de conflit, pour pouvoir les saboter et interrompre les échanges. C'est vrai aussi pour les tuyaux de l'énergie pétrolière, voir le sabotage des gazoducs Nordstream. **Toutes les économies avancées, toutes les technologies modernes, reposent sur leur alimentation électrique passant par de bien fragiles cordons ombilicaux.** Les risques nucléaires, terroristes, les missiles de Poutine ou les tornades de plus en plus violentes pourraient bien être les cadets de nos soucis face à la tempête solaire du siècle. Dans les prochains mois, notre astre solaire va avoir son accès de colère qui surgit environ tous les onze ans. La question est de savoir avec quelle intensité. Pas encore de panique mais restons vigilants, nous disent les crânes d'œuf. La dernière bourrasque ébouriffante de vents solaires date de 1859 et il y avait tellement d'électricité dans l'air que l'on pouvait communiquer par des télégraphes... débranchés et que des aurores boréales illuminaient les Caraïbes. Une telle pluie de ces particules hautement énergétiques mettrait la technologie du XXIe siècle sur le carreau. Selon la Nasa, une « *tempête d'une*

*violen*ce inouïe » est passée proche de la Terre en 2012 qui « *aurait pu renvoyer la civilisation contemporaine au XVIIIe siècle* ». Une autre, colossale, a été détectée sur des arbres fossilisés datés de 14 300 ans. Toutes les infrastructures qui reposent sur les satellites seraient hors service : guidages GPS pour tous les transports et donc avions cloués au sol, système financier mondial, banques et bourses bloqués, black-outs électriques à l'échelle des continents... Selon une étude commandée par les assureurs de la *Lloyd's*, cela aurait un coût de 2600 milliards de dollars (2 420 milliards d'euros) pour la seule Amérique du Nord et demanderait des décennies à réhabiliter.

Thromboses dans tous les tuyaux

Après les réseaux Internet et électriques, la densité et la complexité des réseaux du commerce mondial est aussi un point de fragilité face aux événements imprévisibles comme face aux bouleversements climatiques. Les canaux de Panama et de Suez, artères vitales du commerce mondial, sont facilement victimes de thromboses. Le premier laisse passer les cargos au compte-goutte, faute d'eau pour l'alimenter en raison d'une sécheresse persistante et historique due au réchauffement climatique. Le second s'était retrouvé bouché par un porte-conteneurs qui s'était posé en travers en mars 2021. Actuellement, ce sont les pirates somaliens et les missiles Houthis qui perturbent sérieusement la circulation du pétrole et des bric-à-brac chinois. L'effondrement du pont de Baltimore sous le coup de l'effondrement d'un cargo, voie d'accès à l'un des ports les plus actifs des États-Unis, est un autre exemple de paralysie d'une des plus importantes chaînes d'approvisionnement pour un délai indéterminé. L'économie aérienne peut aussi se retrouver à terre comme lors de la pandémie de Covid ou, comme signalé plus haut, par la mise en rideau des systèmes de guidage.

Nos sociétés technologiques et capitalistes ont aussi rendu fragiles les pays les moins avancés en liquidant leurs paysanneries, en pillant leurs ressources naturelles et en les asservissant au système financier mondial. Les perturbations liées aux désordres engendrés par l'instabilité grandissante d'une société se complexifiant et par l'entropie qu'elle produit, sont démultipliées dans les pays du Sud, provoquant famines, désordres politiques, corruption.

Combien de temps résisterons-nous ?

Les mouvements de populations désemparées à la recherche de terres plus hospitalières à cause des conflits ou face aux catastrophes climatiques et écologiques, y compris à l'intérieur des pays occidentaux (élévation des océans et inondations récurrentes dans certains bassins) , vont se massifier avec des coûts exorbitants. On comptait déjà 35,5 millions de réfugiés en 2023. Autre indication d'un probable déclin de la société humaine : la chute de la démographie mondiale. En début d'année, l'Institut national d'études démographiques (Ined) alertait sur la « *baisse massive de la fécondité mondiale en 20 ans* ». Un nombre croissant de pays voient leur population diminuer et surtout vieillir. « *Deux tiers de la population mondiale [sont désormais] sous le seuil de renouvellement des générations* » contre 45 % en 2000, constate l'institut. Deux mois plus tard, dans une étude parue dans *The Lancet*, des chercheurs de l'Université de Washington confirmaient ces prévisions avec 97 % des pays sous le seuil de renouvellement des générations en 2100. Un pic serait atteint entre 9 et 10 milliards d'individus d'ici 2050 suivi d'un déclin assez brutal et un monde confronté à des « *changements sociaux stupéfiants tout au long du XXIe siècle* », selon Stein Emil Vollset, professeur à l'IHME et auteur principal de l'étude. Avec des baby-booms dans certains pays et des chutes de population dans d'autres, les mouvements migratoires vont accélérer.

Paradoxe : les progrès de la science et du niveau de vie ont permis la diffusion de la contraception et un contrôle sociétal des naissances mais a aussi augmenté les dégâts environnementaux (baisse de la fécondité due en partie aux pollutions) et l'aliénation sociale, rendant l'avenir incertain et les humains de moins en moins enclins à se reproduire.

Yves GUILLERAULT

blogs.mediapart.fr/yves-guillerault/blog/billets_blog

Signalement personnel le 03/04/2024 d'un article par MS21
Site : ms21.org

LE GRAND ÉCHIQUIER

L'Amérique et le reste du monde

Source : ms21.org/affiche-article_832.html

Ce livre, publié en France en 1997 (*Ed. Bayard*), écrit par **Zbigniew BRZEZINSKI**, est un ouvrage majeur, incontournable, pour qui s'intéresse à l'Histoire contemporaine et à la géopolitique. L'actualité nous donne une raison supplémentaire de le relire.

Le **MS21** avait écrit un article lors du décès de cet auteur, mort en 2017, silencieusement, dans une quasi indifférence. Il n'a pas eu les éloges funèbres que reçoivent habituellement les VIP ...

Voici ce que nous écrivions le 4 juillet 2017 :

Les origines de Zbigniew Brzezinski , né à Varsovie en 1928, plongent dans le nationalisme polonais, russophobe, traditionnel. Sa famille paternelle, aristocratique, **venait d'une région qui faisait partie de la Pologne et appartient aujourd'hui à l'Ukraine. De par ses origines, il haïssait la Russie, il haïssait les Russes, il a œuvré à la chute de l'URSS.**

Dans son livre « *Le Grand échiquier* », Brzezinski dévoile tout, franchement , avec arrogance. Et poursuivant sa politique anti-russe, il explique que l'Ukraine est un pivot géopolitique qu'il faut faire basculer dans le camp occidental afin de déstabiliser le régime de Moscou et empêcher la Russie de recouvrer un jour le statut de deuxième puissance mondiale.

Avertissement : *Les phrases en italique et entre guillemets sont issues du livre "Le Grand Échiquier".*

Brzezinski a été le conseiller spécial du Président Jimmy Carter de 1977 à 1981. Fin politologue, très influent et auteur de nombreux ouvrages politiques, le plus connu étant "*Le Grand Echiquier*", il n'a cessé d'explorer et d'analyser toutes les voies pour conduire les États-Unis à dominer durablement le monde. Une grande partie de la politique étrangère américaine, actuelle, est basée sur ses recommandations. Ce livre est donc incontournable pour quiconque souhaite comprendre les dimensions de la politique américaine en

Europe et en Asie, et aussi pour comprendre l'escalade des tensions actuelles avec la Russie.

Les États-Unis sont devenus, après la chute de l'URSS en 1991, la première puissance mondiale, puissance financière grâce au dollar (monnaie de réserve mondiale) et puissance militaire avec un budget de 858 milliards de dollars en 2022 et leurs forces armées possèdent 800 bases réparties sur tous les continents. Ajoutons à cela leur avance dans les technologies de pointe, leur influence culturelle au sens le plus large.

L'obsession des Nord-Américains sera dès lors de conserver cette hégémonie pour, disent-ils, **assurer la paix dans le monde !** Pour ce faire, il leur faut établir des points d'ancrage solides sur toute la planète, c'est-à-dire des alliances avec les pays dont la position géographique est importante. Brzezinski les nomme des pays « pivots » qu'il faut contrôler ; parmi ceux-ci, il cite « *l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Corée, la Turquie et l'Iran qui sont des pivots géopolitiques, cruciaux* ».

« Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie »

L'Eurasie, c'est-à-dire le bloc formé par l'Europe et l'Asie, est le plus grand continent à la surface du globe allant de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique. On y dénombre environ 75% de la population mondiale et la plus grande partie des matières premières. Qui veut dominer le monde doit maîtriser cet immense espace que Brzezinski compare à un échiquier où des « joueurs » déplacent leurs pions. Il identifie trois actions prioritaires qui permettraient aux États-Unis de conserver leur rôle à l'échelle mondiale : « *contenir la poussée de la Chine* », « *maintenir la division de l'Europe* » et... « *couper la Russie de l'Ukraine* ».

Mais il admet que « *l'arme nucléaire a réduit dans des*

proportions fantastiques, l'utilité de la guerre comme prolongement de la politique ou même comme menace ». Pour lui, l'affrontement entre deux puissances nucléaires n'est donc pas envisageable. Effectivement, la guerre actuelle menée contre la Russie est une guerre par procuration qui se déroule en Ukraine assumée par le pouvoir ukrainien de **Zelensky**. Et ce sont les soldats ukrainiens qui payent de leur sang cette folie.

En résumé, il s'agit « *d'éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives.* » L'auteur ne précise pas qui sont les « barbares ».

A propos de la Chine

Brzezinski a écrit : « *Le rythme de la croissance économique et le montant des investissements étrangers ont permis d'établir que d'ici vingt ans environ [donc vers 2017] la Chine deviendra une puissance mondiale de même envergure, ou presque, que les États-Unis ou l'Europe...* » Cependant un peu plus loin il tempère ces prévisions : « *... un ralentissement économique n'est pas exclu, pour maintenir des taux semblables [...] il faudrait la tranquillité politique, l'ordre social interne, le taux élevé de l'épargne, [...] la stabilité régionale [...]. Or, la combinaison de tous ces facteurs positifs est relativement improbable* ». Bref, d'après Brzezinski, en 1997, la Chine n'est pas encore une menace pour l'hégémonie de son pays.

Là, on peut dire qu'il n'a pas vu assez loin... Les États-Unis ont bien tenté à plusieurs reprises de déstabiliser le gouvernement chinois d'abord au **Tibet** en finançant le dalai-lama en exil, puis à **Hong Kong** et au **Xinjiang** en accusant Pékin de génocide envers les Ouïghours... Ces tentatives ont

échoué, le pays continue sa progression et est devenu la deuxième puissance économique mondiale. Mais les États-Unis sont persévérants ; maintenant, ils financent les indépendantistes de **Taiwan** afin de provoquer des troubles et obliger les Chinois à réagir... **Veulent-ils les obliger à déclencher une guerre ?**

MS21

(Mouvement pour un socialisme du 21ème siècle)

ms21.org/rubrique_2.html

Envoi personnel du 10/04/2024 d'un article par association *Bizi !* à Bayonne
Site : bizimugi.eu

TAXONS LES RICHES

[Alda et Bizi appellent à manifester le 1er mai](#)

Source : bizimugi.eu/taxons-les-riches-alda-et-bizi-appellent-a-manifester-le-1er-mai

Ils accaparent l'argent de la métamorphose écologique et de la justice sociale : taxons les riches !

Pendant qu'on ne parle que de crise et de dette publique, les milliardaires prospèrent. Les 1% les plus riches du monde possèdent près de la moitié des richesses de la planète !

Alors que la crise du logement sévit plus brutalement que jamais, 10 % des personnes les plus riches concentrent 44 % de tout le patrimoine immobilier et 3,5 % des ménages détiennent 50% des logements mis en location dans le parc privé. En vingt ans, les prix des biens immobiliers ont augmenté 4 fois plus vite que les revenus des ménages.

En France, les 1% les plus riches émettent en moyenne dix fois plus de CO2 par an par leur consommation que la moitié la plus pauvre des

Français. Au niveau mondial, les 1 % les plus riches émettent plus de CO2 que les 66 % les plus pauvres de la planète.

Le fruit du travail de tou·te·s, dans des conditions toujours plus dégradées, reste accaparé par une minorité. Au détriment de la société. Quitte à rendre invivable notre seule planète.

Alors qu'une poignée continue de s'enrichir, l'heure est à l'austérité au ministère de l'économie. **Bruno Le Maire** cherche d'abord à faire des économies sur le dos de l'État social, plutôt que de rétablir la justice fiscale ! Quand les entreprises font des bénéfices, ils vont dans leurs poches et on ne les taxe pas. Quand elles sont en crise, l'État vient à leur secours et les renfloue avec nos impôts.

Une autre logique existe face à celle qui met la société au service du profit : celle qui met l'économie au service des besoins de toute la société, et en particulier des classes populaires.

Taxons les riches pour redistribuer et financer à la fois la justice sociale et la métamorphose écologique : en taxant les superprofits, en imposant bien plus les plus riches, en luttant contre l'évasion fiscale, en instaurant une tarification progressive de l'eau ou de l'électricité...

Oui à la redistribution des richesses, oui à une société qui garantisse à chacun·e de quoi vivre dignement !

Toutes et tous à la manifestation du 1er mai à Bayonne !

Rendez-vous à 11H00 au bout du Pont Saint-Esprit côté gare.

Association *Bizi* !
20, 22, rue des Cordeliers
64100 Bayonne
bizimugi.eu/bizi-cest-quoi

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>